# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

| ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ<br>ΤΗι 4 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1963 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ<br>173 |
|---|---|---|


## ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

**ΝΟΜΟΙ**


4334. Περὶ κυρώσεως τοῦ ὑπογραφέντος ἐν Ἀγκύρᾳ τῇ 19ῃ Ἰανουαρίου 1963 πρωτοκόλλου περὶ ὁριστικῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν διαφορῶν ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑδραυλικῶν ἔργων διευθετήσεως τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ Ἔβρου ἐπὶ τῶν δύο ὀχθῶν. ..... ... .... 1

4335. Περὶ κυρώσεως τῆς Συνθήκης περὶ ἀπαγορεύσεως τῶν δοκιμῶν πυρηνικῶν ὅπλων εἰς τὴν ἀτμόσφαιραν, τὸ ἐκτὸς τῆς ἀτμοσφαίρας διάστημα καὶ ὑπὸ τὸ ὕδωρ. 2


## ΝΟΜΟΙ

(1)

### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4334

*Περὶ κυρώσεως τοῦ ὑπογραφέντος ἐν Ἀγκύρᾳ τῇ 19ῃ Ἰανουαρίου 1963 πρωτοκόλλου περὶ ὁριστικῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν διαφορῶν ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑδραυλικῶν ἔργων διευθετήσεως τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ Ἔβρου ἐπὶ τῶν δύο ὀχθῶν.*

**ΠΑΥΛΟΣ**
**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Οἱ ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει νόμιμον ἰσχὺν τὸ ὑπογραφὲν ἐν Ἀγκύρᾳ τὴν 19ην Ἰανουαρίου 1963 πρωτόκολλον περὶ ὁριστικῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν διαφορῶν ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑδραυλικῶν ἔργων διευθετήσεως τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ Ἔβρου ἐπὶ τῶν δύο ὀχθῶν οὗτινος τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῶν διατάξεων περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 23 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου ἄρξεται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Σεπτεμβρίου 1963

**ΠΑΥΛΟΣ**

**Β.**

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΚΑΙ ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΠΑΝ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ**

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**Γ. ΜΑΡΚΑΚΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Σεπτεμβρίου 1963

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΧΡ. ΣΓΟΥΡΙΤΣΑΣ**

PROTOCOLE

Aux fins d'une liquidation définitive des différends sur l'exécution des travaux hydrauliques d'aménagement du lit du fleuve Meriç–Evros sur les deux rives, les Délégations Techniques de Gréce et de Turquie, composées de M.M.

1) NICOLAS CHORAFAS, Professeur à l'Université de Thessalonique, Inspecteur des Travaux Publics,

2) STAVROS TRIANTAPHYLLIDIS, Directeur des constructions hydrauliques, au Ministère des Travaux Publics de Grèce,

3) KIMON KYRIACOS, Ingenieur Conseil

4) CONSTANTIN KOUNGOULOS, Chef des Travaux Publics de Thrace Occidentale, pour le côté helténique, et M.M.

1) ARIF ONAT, Directeur Général Adjoint de la Direction Générale des Travaux Hydrauliques d'Etat,

2) SADETTIN ACAR, Président Adjoint du Département de projet et construction,

3) MÜFIT KULEN, Président Adjoint du Département de projet et construction, et

4) IHSAN BALTAOGLU, Directeur Adjoint de la 11 ème Région de la Direction Générale des Travaux Hydrauliques d'Etat

pour le côté turc,

dûment autorisées, se sont réunies à Ankara, dans les locaux de la Direction Générale des Travaux Hydrauliques d'Etat du Ministère à partir du 8 au 16 Janvier 1963.

A la suite des discussions réitérées et d'un examen approfondi des divers aspects du problème des Travaux déjà exécutés ou à exécuter, ainsi que des échanges de territoires qui en résulteraient, les deux Délégations sont convenues de ce qui suit :

PREMIERE PARTIE

Echange de Territoires

Article 1.

En raison des travaux de construction pour la protection contre les inondations causées par les crues du fleuve Meriç–Evros, la ligne frontière de celui–ci sera modifiée dans certaines régions. Il s'avère, donc, nécessaire de réaliser un échange des territoires dans les dites régions. En procédant à cet échange, on devra prendre comme base la ligne–frontière établie en 1925–1926 par la Commission Mixte de délimitation frontalière, crée en vertu du Traité de Lausanne. Lors de l'échange des territoires on devra respecter l'égalité des superficies des territoires à échanger entre les deux Pays hors de la liquidation définitive, on devra tenir compte de la valeur des territoires échangés.

Article 2.

Il est convenu que l'échange des territoires se réalisera en deux étapes. Pendant la première étape une partie de territoire dans la région d'Enez (Ainos) sera échangée contre une partie de territoire dans la région de Ferrai (Ferre). Ainsi la ligne–frontière fluviale existante dans ces régions deviendra la ligne–frontière, dans sa plus grande partie, terrestre. Au cours de cette première étape, les territoires à échanger seront d'une superficie égale.

La délimitation définitive de la ligne–frontière sera réalisée lors de la seconde étape et prendra la forme suivante :

Dans la région d'Enez (Ainos), la ligne–frontière terrestre, aura son point de départ 50 mètres maximum à l'ouest du point d'intersection de la digue d'Ipsala et du lit de Meriç–Evros et aboutira à 100 mètres à l'ouest du kilomètre 0 + 000 de la digue du Projet Harza. Entre l'amont de la frontière précitée et l'aval de la coupure de Ferrai (Ferre), la ligne–frontière existante restera inchangée. Le long de la coupure de Ferrai, la ligne–frontière deviendra de nouveau une frontière fluviale. A partir de l'amont de la coupure de Ferrai jusqu'à l'aval de la coupure de Péplos, la ligne–frontière existante demeurera inchangée. A la coupure de Péplos, une nouvelle frontière fluviale suivra cette coupure. Après l'amont de la coupure de Péplos la ligne–frontière existante restera inchagée jusqu'à la coupure de Saricaali (Tyhion), qui ne figure pas dans le Projet Harza mais dont la construction a été convenue par les deux parties aux cours des présentes négociations. Enfin la ligne–frontière reviendra fluviale le long de la coupure de Saricaali (Tyhion), qui sera prochainement amenagée.

Les deux parties se sont mises d'accord pour que la ligne–frontière prenne la forme ci–dessus décrite et pour que tous les efforts soient déployés à cet effet des deux côtés.

Sous reserve des dispositions de l'article 23, l'échange de territoires qui aura lieu pendant la première étape sera définitive et peut–être rectifié à la région d'Enez en vue d'assurer uniquement l'égalité des superficies entre les territoires à échanger lors de la seconde étape. Dans tous les cas la ligne–frontière restera à l'ouest de la digue à construire à cette région.

Article 3.

La superficie des territoires à échanger entre les deux Parties dans la région d'Enez et de Ferrai sera approximativement 1750 décares (stremmes) à la première étape. Ce chiffre pourra néanmoins varier de 10 %, en plus ou en moins lors de l'application du nouveau tracé de la digue, qui différera de celui du Projet Harza. Le territoire que la Grèce devra échanger à Enez (Ainos) contre le territoire de Ferrai (Ferre), sera situé, dans sa plus grande partie, à l'est du tracé de la digue proposée par l'Etude Harza. La ligne frontière qui sera fixée sur base du nouveau tracé de la digue, pourra, dans certains régions, dépasser de 50 mètres au maximum vers l'ouest le tracé de la digue prévu par le Projet Harza. Le territoire que la Turquie devra échanger à Ferrai, lors de la première étape sera situé pour le 9/10 à l'ouest du tracé de la digue à construire conformément au projet Harza et pour le reste à l'est de celle–ci. Il est convenu que cette dernière section non protégée constituera une bande parallèle à la digue et sera d'une largeur égale dans toute sa longueur.

Article 4.

Après la mise en vigueur du présent Protocole, les deux Gouvernements feront de leur mieux en vue de remplir toutes les formalités nécessaires, qui leur incombent respectivement, en ce qui concerne la réalisation de l'échange des territoires, telles que, promulgation, si nécessaire, d'une loi, constitution d'une Commission mixte ad hoc pour la démarcation de la frontière, installation d'une ligne de fils de fer barbelés le long de la frontière terrestre, tous frais y relatifs étant, de moitié, à la charge des deux Parties. Les deux Gouvernements acceptent de déployer tous les moyens à leur dispositions aux fins de la réalisation, tant au point de vue pratique que légal, de la première étape jusqu'au 15 Juillet 1963.

Article 5.

Parallélement aux travaux de délimitation, une Commission Mixte ad hoc d'Experts procédera à l'évaluation de la valeur des territoires à échanger. Dans le cas où il y aurait une différence de valeur, celle–ci sera versée par la partie débitrice à une Banque en Suisse, en devises libres, au nom de la partie créditrice, dans un compte qui restera bloqué jusqu'au réglement définitif des échanges de la seconde étape. Le dit compte sera indépendant de toute relation économique, commerciale ou autre, les deux Pays. En cas de

désaccord entre les membres de cette Commission, le cas sera soumis à l'arbitrage d'un Ingénieur général du Ministère de l'Agriculture de la République Française, nommé par ce même Ministère sur la demande de l'une des Parties.

Article 6.

Le Gouvernement hellénique s'engage à construire, au cours de l'année 1963, la digue de Peplos, conformément au Projet Harza.

Article 7.

Le Gouvernement turc a le droit de procéder, d'après sa propre appréciation, au renforcement de la digue périphérique de Peplos, suivant les dimensions prévues dans le Projet Harza, par des travaux de protection appropriés.

Article 8.

Le Gouvernement hellénique conservera le droit de construire un résau de drainage et une station de pompage dans le bassin fermé de Peplos ainsi créé.

Article 9.

Le Gouvernement hellénique conserve le droit de procéder, d'après sa propre appréciation, à la construction, dans les limites de la partie de la région de Ferrai (Ferres) qui lui sera cédée, d'une digue de protection de dimension identiques ou inférieures à celles du Projet Harza. Le Gouvernement turc peut, d'après sa propre appréciation, procéder à la construction de la digue de Ferres (Ferrai) ainsi qu'à l' installation d'une station de pompage pour le drainage, dans les limites du bassin férmé qui sera ainsi créé.

Article 10.

Le Gouvernement hellénique conserve pleinement le droit de construire une digue de protection dans le territoirc grec et le long de la ligne-frontière de la région de Karaagaç, dans le territoire Grec, sans être obligé d'indemniser le côté turc pour quelque raison que se soit.

Article 11.

Dès la mise en vigueur du présent Protocole, le Gouvernement turc aura le droit de procéder à la construction des clôtures d'Enez (Ainos) et de Peplos et le Gouvernement hellénique aura le droit de procéder à la contruction de la clôture de Ferrai (Ferres), aux emplacements et d'après les dimensions prévues au Projet Harza, cela à la suite d'un préavis par écrit de quinze jours.

En cette occurance l'autorisation d'entrer dans le territoire de l'autre Partie et de procéder à la construction des travaux est censée être accordée automatiquement à l'expiration du dit préavis. Dans les cas où l'une des Parties ne se conformerait pas aux dispositions du présent article, l'autre Partie aura le droit de procéder à la destruction des clôtures éventuellement construites par la prémière.

Au cours de la seconde étape, l'échange des territoires sera effectué dans un délai raisonnable et la procédure y relative sera entamée dès la mise en vigueur du présent Protocole. La partie qui reste de la région de Ferrai ainsi que la région de Saricaali (Tyhion) seront échangées contre le territoire de Peplos, c'est-à-dire la région de Ferrai qui n'a pas été échangée jusqu'à la coupure de Ferrai ainsi que la région de Saricaali située à l'ouest de l'axe de la coupure de Saricaali qui sera amenagée par la Turquie, seront échangées contre la partie de la région de Péplos qui reste à l'est de l'axe de la coupure de Péplos.

Le tracé de la coupure de Saricaali (Tyhion) qui sera amenagée par la Turquie sera déterminé par un accord ultérieur à conclure entre les services compétents de deux Pays.

Pour la détermination du dit tracé :

a) le territoire que la Turquie a accepté de céder à la Grèce à Saricaali (Tyhion) ne pourra pas être inférieur à 1500 décares (stremmes) ni dépasser les 2500 décares (stremmes),

b) la coupure devra être conforme aux exigeances hydrauliques,

c) la coupure devra être conforme aux principes établis par l'Etude Harza .

Aux fins de réaliser l'égalité des territoires à échanger, conformément à l'article 1 du présent Protocole, il pourra être procédé à la translation de la frontière terrestre créée à Enez (Ainos) vers l'est ou l'ouest, pour aboutir à la délimitation finale de la dite frontière. Dans le cas où le problème technique de la coupure de Tatarköy (Vissa), figurant parmi les points qui ont été discutés, serait résolu par la voie de la cession d'une partie du territoire Turc à la Grèce ou vice-versa, le territoire en question sera inclus dans la catégorie des territoires à échanger durant la seconde étape.

Article 13.

La démarcation des frontières terrestres définitives ainsi que l'estimation et l'indemnisation pour les territoires à échanger, basées sur leur valeur courante au moment de l'échange, seront sujettes à la même procédure que celle suivie au cours de la première étape. L'indemnisation qui sera fixée, tiendra également compte en vue de la compensation de la valeur des stations de pompage et des résaux de drainage, ainsi que la différence du coût des digues (selon le Projet de Harza) construites entretemps dans les territoires à échanger aux régions de Peplos et Ferrai. Sera également compensé sur la même somme le montant du compte bloqué, prévu à l'article 5.

Article 14.

L'échange définitive des territoires de la seconde étape aura lieu après le versement à la Banque Suisse mentionné dans l'article 5 du montant représentant la différence entre les valeurs des territoires échangés.

## DEUXIEME PARTIE

### Questions Techniques

Article 15.

Coupure Tatarköy-Vissa

L'ouverture de la coupure de Tatarköy-Vissa, prévue par le Projet Harza, ne présente plus aujourd' hui un caractère de nécessité, vu que le lit du fleuve dans cette région a subi de tels changements qu'il n'est plus possible de l'exécuter, ainsi qu'il a été prévu dans le dit Projet.

Cependant, étant donné que le lit actuel du fleuve cause des dégâts sur la rive grecque, une solution de ce problème s'avère nécessaire. Dans ce but il est indiqué que le problème en question, dans sa forme définitive, soit résolu, après échange de notes entre les Ministres des Affaires Etrangères des deux Pays, sur base des conclusions auxquelles aboutirait un Groupe Mixte ad hoc d'Experts, composé de Techniciens des deux Parties, et qui, après examen sur place du problème, trouvera une solution adéquate et élaborera, s'il y a lieu, un projet sur la méthode à suivre pour l' exécution de ces travaux.

Aux cours de recherches en vue de trouver une solution de l'ensemble de la question, le Groupe susmentionné devra se conformer aux conclusions auxquelles la Commission Mixte de Frontière a abouti lors de ses réunions tenues entre le 28 Juin et le 7 Juillet 1959. Si la nécessité d'un échange des territoires se présente, cette éventualité sera prise en considération lors de la deuxième étape des échanges, prévue par l'article 12.

Les travaux du Groupe Mixte ad hoc des Experts devront être complétés jusqu'à la fin Septembre 1963.

Article 16.

Clôtures

Dans le but d'assurer le bon fonctionnement des coupures déjà faites à Enez (Ainos), Ferrai (Ferres) et Peplos, il est convenu de procéder à la construction, dans un delai raisonnable à partir de la mise en vigueur du présent Protocole, du côté turc des clôtures d'Enez et de Peplos et, du côté grec, de la clôture de Ferrai (Ferres).

En tant que les projets et les plans de ces clôtures resteront entièrement conformes au Projet Harza, il n' est pas nécessaire d' un échange ou d' une approbation préalables des projets en question de la part de l' autre Partie. Les deux Parties pourront procéder à la construction desdites clôtures à leur discrétion et sans qu' il soit nécessaire de demander une autorisation quelconque de l' autre partie aprés un préavis, adressé au Service régional compétent, quinze jours avant d' entamer les travaux. Les deux Parties ont le droit de libre mouvement dans le territoire de l' autre et dans un rayon de cinquante mètres à partir de l'extrême point des clôtures se trouvant sur la rive opposée.

Si une réparation quelconque des clôtures en question est nécessaire, les mêmes droits de libre mouvement sur la rive opposée resteront en vigueur pour des périodes ultérieures, à condition, toutefois, d'un préavis de quinze jours à l' intention du Service compétent de l' autre Partie.

Article 17

Côntrôle des fuse plugs (sections de rupture)

Etant donné que les travaux de construction des digues touchent à leur fin, il a été décidé de procéder réciproquement au contrôle de toutes les digues et fuse plugs construites jusqu' à présent ou à construire, du point de vue de planimétrie et d'hypsométrie en vue de vérifier leur conformité avec les dispositions du Projet Harza. Ce contrôle réciproque sera effectué par des Equipes de Techniciens Mixtes qui entreprendront cette tâche le ler juillet 1963 pour la terminer dans les trois mois qui suivront.

Les détails de l' application du préssent article sont contenus à l' annexe No. 1.

Article 18

Digues d' été

Les deux Parties ont décidé d' un commun accord qu' il est nécessaire de procéder à une étude sur les possibilités d' amélioration des conditions des terrains cultivés, non protégés par des digues, contre les inondations ainsi que des terres situées dans la partie intérieure des digues. Il a été également convenu que dans ce but on devrait aviser à des mesures de protection sur les dites terres, non pas contre les grandes crues du fleuve mais contre celles qui pourraient éventuellement avoir lieu pendant la période entre les mois de mai à Septembre. Il est donc considéré comme indispensable de décider en commun sur la grandeur des crues contre lesquelles il y aurait lieu de prendre des mesures de protection. Dans ce but, des Groupes Techniques procéderont à l' étude hydrologique du fleuve et communiqueront leurs conclusions aux deux Parties respectivement. Par la suite, on élaborera les avant—projets sur les digues d' été à construire, dans les emplacements jugés convenables, lesqels seront également communiqués à l' autre Partie respectivement.

Pour le contrôle de part et d'autre des avant-projets dans un délai raisonnable, des consultations à une échelle supérieure auront lieu en vue de déterminer, en commun, les dispositions qui régiront le problème des digues d'été et on procédera à la signature d'un protocole. Dans ce protocole on désignera la priorité des digues d'été à construire ainsi que les dates du commencement des travaux.

Tous les détails concernant les études hydrologiques ainsi que les avant-projets, sont consignés à l' Annexe No 2.

Article 19.

Travaux exécutés sans le consentement des deux côtés

Les travaux exécutés sans un accord préalable des deux parties sont énumérés ci-dessous :

a. Du côté turc, on a relevé :

1) la construction de trois groupes d'Epis à proximité de Sogulu (Soufli), sans l'approbation ni un préavis de l'autre Partie ;

2) la création dans la région du Pont d'Ipsala d'une situation défavorable pour le côté turc, en raison de l'existance d'une forêt de peupliers sur le territoire hellénique et en face dudit pont qui en réduit la conductibilité du cours du fleuve et

3) la construction de digues dans la région de Peplos, non prévues par le Projet Harza.

b. du côté grec on a relevé :

1) la construction par les Turcs, en violation de la ligne de démarcation établie par la Commission Mixte ad hoc du Traité de Lausanne, d'une tranchée de drainage dans l'ilôt «Nazim bey» pour la canalisation des eaux vers le fleuve Meric-Evros.

2) l'amoncellement par les Turcs en amont de la tranchée de drainage prévue par le Projet Harza, dans la direction d'Uzun-Köprü, des produits d'excavation, sous une forme continue qui entrave le libre cours des eaux du fleuve, et

3) le maintien, au commencement de la coupure d'Enez (Ainos), des batardeaux construits.

Après examen des questions énumérées ci-haut, il a été convenu :

a) qu'il est nécessaire que les deux Parties appliquent, avec plus d'exactitude, les dispositions de l' Accord Gréco-Turc de 1934 se rapportant aux travaux hydrauliques à exécuter ;

b) qu'on devrait éviter l'exécution de tout ouvrage susceptible d'influencer le cours du fleuve dans son lit majeur, sans un échange préalable des plans y relatifs.

c) que toutes ces questions soient résolues, de manière à ce qu'il n'y ait pas de dégâts de part et d' autre, par des Commissions de Techniciens régionaux des deux Parties, qui se réuniront dans le but d'étudier et d'examiner sur place les questions qui se présenteraient.

Article 20.

Aménagement du lit du fleuve.

Les deux Parties ont reconnu la nécessité de procéder à l'aménagement du lit du fleuve dans la partie comprise entre l'extrémité de la coupure de Ferrai (Ferres) et le commencement de la coupure d'Enez (Ainos).

Cet aménagement sera executé sur base de projets qui seront élaborés par une Commission Mixte ad hoc, et fixeront le débit nécessaire concernant le bas lit du fleuve. Après approbation de ces Projets par les deux Parties, l'execution de travaux de rectification du lit du fleuve pourra être entreprise des deux côtés, soit conjointement soit séparément. Toutefois, chacune des Parties aura le droit d'entreprendre seule la totalité de ces travaux et être ensuite remboursée par l'autre de la moitié des dépenses y relatives.

Pendant les travaux du tracé de l'axe du fleuve, on pourrait procéder a des coupures, à condition toutefois que les territoires cédés de part et d'autre, à la suite du déplacement de l'axe du fleuve et de la ligne–frontière, soient d'une superficie égale et ne dépassent pas les mille décares (stremmes) pour chaque côté. Etant donné que les territoires en question

sont d'une valeur égale, seule la superficie sera prise en considération.

Article 21.

Prise d'eau, quantité et contrôle.

Il a été constaté que le problème d'irrigation des plaines situées sur les deux rives du fleuve Meriç–Evros n'a pas été suffisamment étudié par le Projet Harza.

Dans le but, donc d'utiliser les eaux du fleuve d'une manière avantageuse pour les deux parties, il a été convenu ce qui suit :

1) On poursuivra de part et d'autre le mesurage du débit tant aux Stations Hydrométriques déjà existantes qu'à celles qui seront construites.

2) On poursuivra de part et d'autre l'élaboration des études et projets concernant les ouvrages de prises d'eau.

3) Une réunion technique, à l'échelle supérieure, aura lieu Septembre 1963 pour prendre des décisions sur base des études et projets susmentionnés.

4) Les installations de prises d'eau pour l'irrigation seront sous forme, soit de barrages de diversion construits conjointement par les deux Parties soit d'ouvrage de prises d'eau sur l'une des rives construits par la partie intéressée. Toutefois, la construction unilatérale de ces derniers ouvrages est subordonnée à un accord préalable entre les deux Parties et à condition qu'elle ne cause pas des dégats sur la rive opposée.

5) Jusqu'à l'accomplissement de ce qui précède, les deux Parties continueront les prises d'eau pour l'irrigation telles qu'elles ont été appliquées jusqu'à présent.

TROISIEME PARTIE

Article 22

Recommandations.

Les deux Parties ont fait les recommandations suivantes sur des questions qui n'ont pas fait l'objet d'une discussion approfondie :

1) Les deux Parties recommandent des réunions periodiques à date fixe de leurs Délégués Techniques, indépendemment de l'existance ou non de sujets à traiter, ainsi que des réunions extraordinaires dans le cas où une question urgente aurait surgi.

2) La Délégation Grecque a recommandé de planter des pieux le long de la ligne frontière fixée par la Commission Mixte du Traité de Lausanne, en tenant également compte des rectifications qui résulteront par l'application du présent Protocole, dans le but d'éviter, autant que possible, les incidents de frontière ainsi que les contestations qui pourraient s'élevér en cas de déviation quelconque du lit du fleuve. Les pieux devront être plantés de manière à ce qu'ils soient protegés contre les dégats causés par les inondations.

3) La Délégation Turque a recommandé l'Extension jusqu'à la mer de la frontière terrestre à la règion d'Enez (Ainos), en vue de prévenir des incidents de frontière éventuels, étant donné que par l'application exacte du Projet Harza dans cette région, l'embouchure du fleuve sera déplacée à la coupure d'Enez (Ainos). Les deux parties ont convenu de soumettre les recommandations ci-dessus à leurs Gouvernements respectifs aux fins d'un examen ultérieur.

DISPOSITIONS FINALES

Article 23.

Le présent Protocole entrera en vigueur dès son approbation par les deux Gouvernements intéressés au moyen d'un échange de notes identiques. Toutefois, les dispositions concernant les cessions ou échanges de territoire n'entreront en vigueur qu'à la suite de leur ratification conformément aux Lois constitutionnelles internes de chaque Partie.

En foi de quoi les soussignés ont dréssé le présent Protocole et ont apposé leurs signatures.

Fait à Ankara, en double exemplaire le 19 Janvier 1963.

La Délégation Grèque :
Nicolas Chorafas
Stavros Triantaphyllidis
Kimon Kyriacos
Constantin Koungoulos
La Délégation Turque :
Arif Onat
Sadettin Acar
Müfit Kulen
Ihasan Baltaoglu

ANNEXE I.

Sur le mode de contrôle de part et d'autre des emplacements de fuse plugs et des digues sur toute leur longueur au point de vue de planimétrie et d'hypsométrie.

1. Une ou plusieures Equipes techniques mixtes, procéderont aux mesurages, comme suit, en se rapportant aux signaux trigonométriques existants :

a) Du placement des digues en planimétrie, suivant l'Etude Harza.

b) au contrôle en planimétrie du nombre, de l' emplacement et de la longueur des fuse plugs, prévus par l'Etude Harza.

c) au contrôle de l'hypsométrie de la section longitudinale des digues et des fuse plugs.

2. Les Equipes techniques mixtes susmentionnées devront être constituées et commenceront leurs travaux le I er Juillet 1963. Pour leur entrée et leur libre circulation dans le territoire de l'autre Partie et pour la possibilité de travailler dans la région des travaux indiqués ci-dessus, des permis seront donnés, de part et d'autre, jusqu' à cette date.

3. La durée du travail sur place est fixée dès maintenant à trois mois.

4. Les résultats des mesurages faits par ces Equipes Mixtes seront soumis aux services compétents des deux Parties dans les deux mois à partir de la fin de leur travail en plein air.

Ces résultats seront accompagnés des remarques des dites Equipes.

5. En cas de transgressions quelconques, celles-ci seront examinées par une autre Commission technique mixte, les membres de laquelle seront désignés par les Ministères ad hoc des deux pays. La tâche qui incombe à cette Commission est d'évaluer chaque transgression, déterminer son influence au détriment du bon fonctionnement des travaux, tels qu'ils ont été prévus par l'Etude Harza.

6. La dite commission Mixte, soumettra ses conclusions, sous forme de Protocole commun, ainsi que ses suggestions, aux Services compétents des deux Parties. En cas de transgressions sérieuses, les Ministères compétents des deux Pays, échangeront des lettres pour demander l'exécution des réparations qui s'imposent.

7. La Partie qui a transgressé, est tenue à executer, à ses frais, les réparations indiquées dans la lettre du Ministère de l'autre Partie, en se conformant aux suggestions de la Commission Mixte Technique.

ANNEXE II

Sur la méthode de préparation de l'étude hydrologique en vue de déterminer les endroits où les digues d'été pourront être exécutées. (leurs hauteurs et leur distance des deux rives du fleuve Meric-Evros).

A) HYDROLOGIE

Elle aura pour but :

1) Le rassemblement de toutes les données des mesures hydrométriques qui ont été déja exécutées aux ponts d'Edirne et de Pythion ainsi qu'à Ipsala et aux autres affluents en vue de pouvoir fixer la magnitude et la fréquence des crues qui ont été constatées dans la période entre Avril et Novembre de chaque année. De ce rassemblement on pourra obtenir comme résultat quelle a été la plus grande crue remarquée pendant cette période et sa fréquence probable. Naturellement, on prendra soin de rassembler toutes les données sur les niveaux de l'eau aux points mentionnés ci-dessus. Ces chiffres doivent être accompagnés par la courbe graphique et théorique du débit de l'eau.

2) Le rassemblement de toutes les observations des précipitations qui ont été faites sur le bassin du fleuve Meriç-Evros du côté turc et grec, en tendant, si possible, à rassembler aussi les observations en Bulgarie sur le bassin du fleuve.

3) La détermination, sur base de ces données des précipitations rassemblées et en correlation avec les mesures hydrométriques, du débit maximal du fleuve pendant la susdite période, en appliquant une des méthodes connues (méthode analytique ou méthode americaine). Cette détermination aura pour objet de fixer le débit sur trois points du fleuve, à savoir :

a) sur la ligne frontière de Karaagaç,

b) sur le pont de Pythion

c) sur le pont d'Ipsala.

Si, de ces méthodes, on ne pourrait tirer des résultats suffisants à cause du manque des observations nécessaires, on se bornera à faire, d'après les données existantes, une estimation du débit probable pendant la période ci-dessus et son fréquence.

4) Après toutes ces opérations, on tâchera d'estimer le débit économiquement indiqué pour l'application d'une protection au moyen des digues d'été.

5) Sur base des sections qui ont été prises topographiquement à une distance de 200 mètres à partir du pont d'Ipsala jusqu'à la frontière de Karaagaç, on pourra calculer approximativement la capacité du lit bas du fleuve, tel qu'il existe aujourd'hui.

6) Un délai de (5) mois est fixé, à partir de la ratification du présent accord, pour rassembler les données existantes et arriver aux conclusions requises ci-dessus.

7) Les deux parties sont tenues à fournir à l' autre tous les renseignements en leur possesion. Par la suite, chacun des Services compétents des deux pays préparera une étude, en conformité des points ci–dessus énoncés; cette étude sera transmise, en traduction anglaise, à l' autre partie pour être étudiée et examinée.

8) Ainsi, après (2) mois, on pourra instituer une Commission Technique, qui se réunira soit à Edirne soit à Alexandroupolis, aux fins de discuter sur les conclusions auxquelles chacune des parties serait arrivée. Cela dans le but de pouvoir présenter aux Départements compétents réspectifs le points suivants :

a) le débit sur lequel se basera le projet des digues d ' été.

b) leur distance à partir de la rive du fleuve,

c) leur hauteur et

d) la section des digues et le mode de construction (section, protection fuse–plug)

B) EMPLACEMENTS SUR LESQUELS ON AURA A CONSTRUIRE LES DIGUES D ' ETE

1) Chacun des deux Parties, au cours des (5) mois d' étude hydrologique, devra indiquer sur une carte 1:50.000 tous les emplacements sur lesquels elle désire avoir une protection pendant la période d' été.

2) La Commission qui examinera les études hydroligiques devra discuter aussi de ces emplacements, les déterminer sur Carte et soumettre le Protocole dressé à cet effet aux Départements respectifs compétents en vue d' un accord définitif.

3) Il est souhaitable que les Départements respectifs échangent leur accord définitif dans les (3) mois qui suivront.

4) Sur base de cet accord, les deux Parties établiront un programme commun pour l' application du projet de protection au moyen des digues d' été. Ce programme devra être ratifié par les deux Gouvernements.

## ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ὁριστικῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν διαφορῶν ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑδραυλικῶν ἔργων διευθετήσεως τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ Μέριτς—Ἔβρου ἐπὶ τῶν δύο ὀχθῶν, αἱ Τεχνικαὶ Ἀντιπροσωπεῖαι Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας, ἀποτελούμεναι ἐκ τῶν κ.κ.

1) ΝΙΚΟΛΑΟΥ ΧΩΡΑΦΑ, Καθηγητοῦ εἰς τὸ Πανεπιστήμιον τῆς Θεσ)νίκης, Ἐπιθεωρητοῦ Δημοσίων Ἔργων.

2) ΣΤΑΥΡΟΥ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΙΔΟΥ, Διευθυντοῦ τῶν Ὑδραυλικῶν Κατασκευῶν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Δημοσίων Ἔργων τῆς Ἑλλάδος.

3) ΚΙΜΩΝΟΣ ΚΥΡΙΑΚΟΥ, Τεχνικοῦ Συμβούλου.

4) ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ ΚΟΥΓΚΟΥΛΟΥ, Προϊσταμένου Δημοσίων Ἔργων Δυτικῆς Θράκης, ἐκ μέρους τῆς Ἑλληνικῆς πλευρᾶς καὶ τῶν κ.κ.

1) ΑΡΙΦ ΟΝΑΤ, Βοηθοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως τῶν Ὑδραυλικῶν Ἔργων τοῦ Κράτους.

2) ΣΑΝΤΕΤΤΙΝ ΑΤΣΑΡ, Προέδρου Βοηθοῦ τοῦ Τμήματος μελέτης καὶ κατασκευῆς.

3) ΜΟΥΦΙΤ ΚΟΥΛΕΝ, Προέδρου Βοηθοῦ τοῦ Τμήματος μελέτης καὶ κατασκευῆς καὶ

4) ΙΧΣΑΝ ΜΠΑΛΤΑΟΓΛΟΥ, Βοηθοῦ Διευθυντοῦ τῆς 11ης Περιοχῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως τῶν Ὑδραυλικῶν Ἔργων τοῦ Κράτους, ἐκ μέρους τῆς τουρκικῆς πλευρᾶς, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, συνῆλθον ἐν Ἀγκύρᾳ, εἰς τὰ Γραφεῖα τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως τῶν Κρατικῶν Ὑδραυλικῶν Ἔργων τοῦ Ὑπουργείου, ἀπὸ τῆς 8ης μέχρι 16ης Ἰανουαρίου 1963.

Κατόπιν ἐπανειλημμένων συζητήσεων καὶ συμπεριστατωμένης ἐξετάσεως τῶν διαφόρων ὄψεων τοῦ προβλήματος τῶν ἔργων, τῶν ἤδη ἐκτελεσθέντων ἢ μελλόντων νὰ ἐκτελεσθῶσι, ὡς ἐπίσης καὶ τῶν ἀνταλλαγῶν ἐδαφῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ προέκυπτον ἐκ τοῦ λόγου τούτου, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα:

### ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

### Ἀνταλλαγὴ ἐδαφῶν.

#### Ἄρθρον 1.

Συνεπείᾳ τῆς κατασκευῆς τῶν ἔργων διὰ τὴν προστασίαν κατὰ τῶν πλημμυρῶν τῶν προκαλουμένων ἐκ τῶν ἀναλωθέντων ὑδάτων τοῦ ποταμοῦ Μέριτς—Ἔβρου, ἡ συνοριακὴ γραμμὴ τούτου θὰ τροποποιηθῇ εἰς ὡρισμένας περιοχάς. Προκύπτει ὅθεν ἡ ἀνάγκη νὰ πραγματοποιηθῇ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐδαφῶν εἰς τὰς εἰρημένας περιοχάς.

Προκειμένου νὰ γίνῃ ἡ ἀνταλλαγὴ αὐτή, θὰ πρέπῃ νὰ ληφθῇ ὡς βάσις ἡ γραμμὴ συνόρων, ἡ καθορισθεῖσα τὸ 1925—1926 ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διαχαράξεως συνόρων, ἡ συσταθεῖσα δυνάμει τῆς Συνθήκης τῆς Λωζάννης. Κατὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν ἐδαφῶν, θὰ πρέπῃ νὰ γίνῃ σεβαστὴ ἡ ἰσότης τῶν ἐκτάσεων τῶν πρὸς ἀνταλλαγὴν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν ἐδαφῶν· κατὰ τὴν ὁριστικὴν ἐκκαθάρισιν θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ἡ ἀξία τῶν ἀνταλλασσομένων ἐδαφῶν.

#### Ἄρθρον 2.

Συμφωνεῖται ὅτι ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐδαφῶν θὰ πραγματοποιηθῇ εἰς δύο στάδια. Κατὰ τὸ πρῶτον στάδιον, τμῆμα τοῦ ἐδάφους εἰς τὴν περιοχὴν τοῦ Αἴνου (Ἐνὲζ) θὰ ἀνταλλαγῇ ἔναντι τμήματος ἐδάφους εἰς τὴν περιοχὴν τῶν Φερρῶν. Τοιουτοτρόπως ἡ ὑπάρχουσα εἰς τὰς περιοχὰς ταύτας ποταμία συνοριακὴ γραμμὴ θὰ καταστῇ, κατὰ τὸ μεγαλύτερον αὐτῆς τμῆμα, χερσαία συνοριακὴ γραμμή. Κατὰ τὸ πρῶτον τοῦτο στάδιον, τὰ πρὸς ἀνταλλαγὴν ἐδάφη θὰ εἶναι ἴσης ἐκτάσεως.

Ἡ ὁριστικὴ διαχάραξις τῆς συνοριακῆς γραμμῆς θὰ πραγματοποιηθῇ κατὰ τὸ δεύτερον στάδιον καὶ θὰ λάβῃ τὴν ἀκόλουθον μορφήν :

Εἰς τὴν περιοχὴν τοῦ Ἐνὲζ (Αἴνου), ἡ χερσαία συνοριακὴ γραμμὴ θὰ ἔχῃ σημεῖα ἀφετηρίας 50 μέτρα κατ' ἀνώτατον ὅριον, δυτικῶς τοῦ σημείου τομῆς τοῦ ἀναχώματος Ὑψάλων καὶ τῆς κοίτης τοῦ Μέριτς—Ἔβρου καὶ θὰ καταλήξῃ 100 μέτρα δυτικῶς τοῦ χιλιομέτρου 0+000 τοῦ ἀναχώματος τῆς Μελέτης Χάρζα. Μεταξὺ τῶν ἀνάντι τοῦ προαναφερθέντος συνόρου καὶ τῶν κατάντι τῆς τομῆς τῶν Φερραΐ (Φερρῶν), ἡ ὑφισταμένη γραμμὴ συνόρων θὰ παραμείνῃ ἀμετάβλητος. Κατὰ μῆκος τῆς τομῆς τῶν Φερρῶν, ἡ συνοριακὴ γραμμὴ θὰ καταστῇ καὶ πάλιν ποτάμιον σύνορον. Ἀπὸ τῶν ἀνάντι της τομῆς τῶν Φερρῶν μέχρι τῶν κατάντη τῆς τομῆς τοῦ Πέπλου. ἡ ὑπάρχουσα συνοριακὴ γραμμὴ θὰ παραμείνῃ ἀμετάβλητος. Εἰς τὴν τομὴν τοῦ Πέπλου. νέον ποτάμιον σύνορον θὰ ἀκολουθήσῃ τὴν τομὴν ταύτην. Μετὰ τὸ ἀνάντι τῆς τομῆς τοῦ Πέπλου ἡ ὑφισταμένη συνοριακὴ γραμμὴ θὰ παραμείνῃ ἀμετάβλητος μέχρι τῆς τομῆς τοῦ Σαριτζαλὶ (Τύχιον), ἡ ὁποία δὲν ἀναγράφεται εἰς τὴν Μελέτην Χάρτζα, ἀλλὰ τῆς ὁποίας ἡ κατασκευὴ συνεφωνήθη ὑπὸ τῶν δύο μερῶν κατὰ τὰς παρούσας διαπραγματεύσεις. Τέλος ἡ συνοριακὴ γραμμὴ θὰ καταστῇ ποτάμιος κατὰ μῆκος τῆς τομῆς Σαριτζαλὶ (Τύχιον). ἡ ὁποία θὰ διευθετηθῇ προσεχῶς.

Τὰ δύο μέρη συνεφώνησαν ὅπως ἡ συνοριακὴ γραμμὴ λάβῃ τὴν ἀνωτέραν περιγραφεῖσαν μορφὴν καὶ ὅπως καταβληθῇ ἀπὸ τῶν δύο πλευρῶν πᾶσα προσπάθεια πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 23, ἡ ἀνταλλαγὴ ἐδαφῶν, ἡ ὁποία θὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὸ πρῶτον στάδιον, θὰ εἶναι ὁριστικὴ καὶ θὰ ὑποστῇ διαρρύθμισιν ἴσως εἰς τὴν περιοχὴν τοῦ Αἴνου, ἀποκλειστικῶς πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἰσότητος τῶν ἐκτάσεων μεταξὺ τῶν πρὸς ἀνταλλαγὴν ἐδαφῶν, κατὰ τὸ δεύτερον στάδιον. Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ συνοριακὴ γραμμὴ θὰ μείνῃ δυτικῶς τοῦ ἀναχώματος, τὸ ὁποῖον θὰ κατασκευασθῇ εἰς τὴν περιοχὴν ταύτην.

#### Ἄρθρον 3.

Ἡ ἔκτασις τῶν πρὸς ἀνταλλαγὴν ἐδαφῶν μεταξὺ τῶν δύο Μερῶν εἰς τὴν περιοχὴν τοῦ Αἴνου καὶ τῶν Φερρῶν θὰ εἶναι κατὰ προσέγγισιν 1750 δεκάρια (στρέμματα) κατὰ τὸ πρῶτον στάδιον. Ἐν τούτοις ὁ ἀριθμὸς αὐτῶν δύναται νὰ ποικίλλῃ κατὰ 10)ο, πλέον ἢ ἔλαττον, κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς νέας χαράξεως τοῦ ἀναχώματος, ἡ ὁποία θὰ εἶναι διάφορος ἀπὸ ἐκείνην τῆς Μελέτης Χάρζα. Τὸ ἔδαφος, τὸ ὁποῖον ἡ Ἑλλὰς δέον νὰ ἀνταλλάξῃ εἰς τὸν Ἐνὲζ (Αἶνον) ἔναντι τοῦ ἐδάφους τῶν Φερραΐ (Φερρῶν), θὰ κεῖται, κατὰ τὸ μεγαλύτερον τμῆμα του, ἀνατολικῶς τῆς χαράξεως τοῦ προταθέντος ἀναχώματος ὑπὸ τῆς Μελέτης Χάρτζα. Ἡ συνοριακὴ γραμμή, ἡ ὁποία θὰ καθορισθῇ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς νέας χαράξεως τοῦ ἀναχώματος, δύναται, εἰς ὡρισμένας περιοχάς, νὰ ὑπερβαίνῃ κατὰ 50 μέτρα κατὰ ἀνώτατον ὅριον πρὸς βυσμὰς τὴν γραμμὴν τοῦ ἀναχώματος τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τῆς Μελέτης Χάρτζα. Τὸ ἔδαφος, τὸ ὁποῖον ἡ Τουρκία θὰ ἀνταλλάξῃ εἰς Φέρρας, κατὰ τὸ πρῶτον στάδιον, θὰ κεῖται κατὰ τὰ 9)10 δυτικῶς τῆς χαράξεως τοῦ μέλλοντος νὰ κατασκευασθῇ ἀναχώματος, συμφώνως πρὸς τὴν Μελέτην Χάρτζα καὶ κατὰ τὸ ὑπόλοιπον, ἀνατολικῶς ταύτης. Συμφωνεῖται ὅτι τὸ τελευταῖον τοῦτο τμῆμα, τὸ ὁποῖον δὲν προστατεύεται, ἀποτελεῖ λωρίδα παράλληλον πρὸς τὸ ἀνάχωμα καὶ θὰ ἔχῃ τὸ αὐτὸ πλάτος καθ' ὅλον τὸ μῆκος αὐτοῦ.

#### Ἄρθρον 4.

Μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ καταβάλουν πᾶσαν δυνατὴν προσπάθειαν διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν ὅλων τῶν ἀναγκαίων διατυπώσεων, αἱ ὁποῖαι βαρύνουν αὐτὰς ἀντιστοίχως ἀναφορικῶς μὲ τὴν πραγματοποίησιν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ἐδαφῶν ὡς ἡ ἔκδοσις, ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον, νόμου, ἡ σύστασις μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ὁροθέτησιν τῶν συνόρων, ἐγκατάστασιν γραμμῆς ἀκιδώτου σύρματος, κατὰ μῆκος τῶν χερσαίων συνόρων, τῶν σχετικῶν ἐξόδων βαρυνόντων, ἐξ ἡμισείας, τὰ δύο Μέρη. Αἱ δύο Κυβερνήσεις δέχονται νὰ χρησιμοποιήσουν πάντα τὰ εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῶν μέσα πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς πραγματοποιήσεως, τόσον ἀπὸ πρακτικῆς ὅσον καὶ ἀπὸ νομικῆς ἀπόψεως, τοῦ πρώτου σταδίου μέχρι τῆς 15ης Ἰουλίου 1963.

#### Ἄρθρον 5.

Παραλλήλως πρὸς τὰς ἐργασίας ὁριοθετήσεως τῶν συνόρων, Μικτὴ ἐπὶ τούτῳ Ἐπιτροπὴ ἐμπειρογνωμόνων θέλει προβῇ εἰς τὴν ἐκτίμησιν τῆς ἀξίας τῶν πρὸς ἀνταλλαγὴν ἐδαφῶν. Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν θὰ ὑπάρξῃ διαφορὰ ἀξίας, αὕτη θὰ καταβάλλεται, ὑπὸ τοῦ Μέρους τὸ ὁποῖον εἶναι ὀφειλέτης, εἰς Ἐλβετικὴν Τράπεζαν, εἰς ἐλεύθερον συνάλλαγμα, ἐπ' ὀνόματι τοῦ Μέρους, τὸ ὁποῖον εἶναι πιστωτής, εἰς λογαριασμόν, ὁ ὁποῖος θὰ παραμείνῃ δεσμευμένος μέχρι τοῦ τελικοῦ διακανονισμοῦ τῶν ἀνταλλαγῶν τοῦ δευτέρου στα-

δίου. Ὁ εἰρημένος λογαριασμὸς θὰ εἶναι ἀνεξάρτητος πάσης σχέσεως οἰκονομικῆς, ἐμπορικῆς ἢ ἄλλης τινὸς μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν. Ἐν διαφωνίᾳ μεταξὺ τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης, ἡ περίπτωσις θὰ ὑποβληθῇ εἰς τὴν διαιτησίαν ἑνὸς γενικοῦ Μηχανικοῦ τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ὁριζομένου ὑπὸ τοῦ αὐτοῦ Ὑπουργείου, τῇ αἰτήσει ἑνὸς τῶν Μερῶν.

Ἄρθρον 6.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ κατασκευάσῃ, διαρκοῦντος τοῦ ἔτους 1963, τὸ ἀνάχωμα τοῦ Πέπλου, συμφώνως μὲ τὴν Μελέτην Χάρτζα.

Ἄρθρον 7.

Ἡ Τουρκικὴ Κυβέρνησις ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ, κατὰ τὴν ἰδίαν αὐτῆς ἐκτίμησιν, εἰς τὴν ἐνίσχυσιν τοῦ περιφερικοῦ ἀναχώματος τοῦ Πέπλου, ἀκολουθοῦσα τὰς διαστάσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν Μελέτην Χάρτζα, διὰ τῶν καταλλήλων ἔργων προστασίας.

Ἄρθρον 8.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ διατηρήσῃ τὸ δικαίωμα νὰ κατασκευάσῃ ἀποστραγγιστικὸν δίκτυον καὶ σταθμὸν ἀντλήσεως εἰς τὴν οὕτω δημιουργουμένην κλειστὴν λεκάνην τοῦ Πέπλου.

Ἄρθρον 9.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ, κατὰ τὴν ἰδίαν αὐτῆς ἐκτίμησιν, εἰς τὴν κατασκευήν, ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ τμήματος τῆς περιοχῆς Φερραΐ (Φερρῶν), ὅπερ θέλει ἐκχωρηθῇ εἰς αὐτήν, προστατευτικοῦ ἀναχώματος, διαστάσεων παρομοίων ἢ μικροτέρων τῶν τῆς Μελέτης Χάρτζα. Ἡ Τουρκικὴ Κυβέρνησις δύναται, κατὰ τὴν ἰδίαν αὐτῆς ἐκτίμησιν, νὰ προβῇ εἰς τὴν κατασκευὴν τοῦ ἀναχώματος τῶν Φερρῶν (Φερραΐ) ὡς καὶ εἰς τὴν ἐγκατάστασιν σταθμοῦ ἀντλήσεως διὰ τὴν ἀποστράγγισιν, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς κλειστῆς λεκάνης ἥτις οὕτω θέλει δημιουργηθῇ.

Ἄρθρον 10.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις διατηρεῖ πλήρως τὸ δικαίωμα τῆς κατασκευῆς προστατευτικοῦ ἀναχώματος εἰς τὸ ἑλληνικὸν ἔδαφος καὶ κατὰ μῆκος τῆς συνοριακῆς γραμμῆς τῆς περιοχῆς Καραγάτς, ἐντὸς τοῦ ἑλληνικοῦ ἐδάφους, χωρὶς νὰ ἔχῃ ὑποχρέωσιν ἀποζημιώσεως τῆς τουρκικῆς πλευρᾶς ἕνεκα οἱασδήποτε αἰτίας.

Ἄρθρον 11.

Ἅμα τῇ ἐνάρξει τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἡ Τουρκικὴ Κυβέρνησις θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ εἰς τὴν κατασκευὴν τῶν ἐμφράξεων τοῦ Ἐνέζ (Αἴνου) καὶ τοῦ Πέπλου καὶ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ εἰς τὴν κατασκευὴν τῆς ἐμφράξεως τῶν Φερραΐ (Φερρῶν) εἰς τὰς θέσεις καὶ κατὰ τὰς διαστάσεις, τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Μελέτης Χάρτζα καὶ τοῦτο κατόπιν ἐγγράφου προειδοποιήσεως δέκα πέντε ἡμερῶν.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ ἄδεια εἰσόδου εἰς τὸ ἔδαφος ἑτέρου Μέρους καὶ κατασκευῆς τῶν ἔργων, λογίζεται ὡς παρασχεθεῖσα αὐτομάτως κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ρηθείσης προειδοποιήσεως. Εἰς τὰς περιπτώσεις, κατὰ τὰς ὁποίας τὸ ἕτερον τῶν Μερῶν δὲν ἤθελε συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ ἕτερον Μέρος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ εἰς καταστροφὴν τῶν ἐμφράξεων τὰς ὁποίας ἐνδεχομένως θὰ ἔχῃ κατασκευάσῃ τὸ πρῶτον Μέρος.

Ἄρθρον 12.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ δευτέρου σταδίου, ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐδαφῶν θὰ πραγματοποιηθῇ ἐντὸς λογικῆς προθεσμίας καὶ ἡ σχετικὴ πρὸς αὐτὴν διαδικασία θὰ ἄρξηται ἀφ' ἧς τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὸ παρὸν πρωτόκολλον. Τὸ ὑπολειπόμενον τμῆμα τῆς περιοχῆς Φερρῶν, ὅπως καὶ ἡ περιοχὴ τοῦ Σαριζαλὶ (Τύχιον) θὰ ἀνταλλαγοῦν ἐναντι τοῦ ἐδάφους τοῦ Πέπλου, δηλαδὴ ἡ περιοχὴ τῶν Φερρῶν, ἡ ὁποία δὲν ἀντηλλάγη μέχρι τῆς τομῆς τῶν Φερρῶν, ὅπως καὶ ἡ περιοχὴ τοῦ Σαριζαλί, ἡ κειμένη δυτικῶς τοῦ ἄξονος τῆς τομῆς τοῦ Σαριζαλί, ἡ ὁποία θὰ κατασκευασθῇ ὑπὸ τῆς Τουρκίας, θὰ ἀνταλλαγοῦν ἐναντι τοῦ τμήματος τῆς περιοχῆς Πέπλου, τὸ ὁποῖον παραμένει ἀνατολικῶς τοῦ ἄξονος τῆς τομῆς Πέπλου.

Ἡ χάραξις τῆς τομῆς τοῦ Σαριζαλὶ (Τυχίου) ἡ ὁποία θὰ κατασκευασθῇ ὑπὸ τῆς Τουρκίας, θὰ προσδιορισθῇ διὰ μεταγενεστέρας συμφωνίας, ἡ ὁποία θὰ συναφθῇ μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ὑπηρεσιῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς εἰρημένης χαράξεως:

α) Τὸ ἔδαφος, τὸ ὁποῖον ἡ Τουρκία ἐδέχθη νὰ ἐκχωρήσῃ εἰς τὴν Ἑλλάδα εἰς τὸ Σαριζαλὶ (Τύχιον), δὲν θὰ δύναται νὰ εἶναι κατώτερον τῶν 1500 δεκαρίων (στρεμμάτων) οὔτε καὶ νὰ ὑπερβῇ τὰ 2500 δεκάρια (στρέμματα).

β) Ἡ τομὴ δέον νὰ εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰς ὑδραυλικὰς ἀπαιτήσεις.

γ) Ἡ τομὴ δέον νὰ εἶναι σύμφωνος μὲ τὰς ἀρχάς, τὰς καθορισθείσας ὑπὸ τῆς μελέτης Χάρτζα.

Ἵνα πραγματοποιηθῇ ἡ ἰσότης τῶν πρὸς ἀνταλλαγὴν ἐδαφῶν, συμφώνως μὲ τὸ ἄρθρον 1 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, θὰ εἶναι δυνατὸν νὰ γίνῃ μετακίνησις, πρὸς ἀνατολὰς ἢ πρὸς δυσμάς, τοῦ χερσαίου συνόρου, τοῦ δημιουργηθέντος εἰς Ἐνὲζ (Αἶνον) διὰ νὰ ἐπιτευχθῇ ἡ τελικὴ διαχάραξις τοῦ ρηθέντος συνόρου.

Εἰς περίπτωσιν, κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ τεχνικὸν πρόβλημα τῆς τομῆς τοῦ Ταταρκιοῖ (Βύσσης), ἡ ὁποία περιλαμβάνεται μεταξὺ τῶν συζητηθέντων σημείων, θὰ ἐπελύετο διὰ τῆς ἐκχωρήσεως τμήματος τοῦ Τουρκικοῦ ἐδάφους εἰς τὴν Ἑλλάδα ἢ ἀντιστρόφως, τὸ ἐν λόγῳ ἔδαφος θὰ περιληφθῇ εἰς τὴν κατηγορίαν τῶν ἐδαφῶν τῶν ἀνταλλακτέων κατὰ τὸ δεύτερον στάδιον.

Ἄρθρον 13.

Ἡ διαχάραξις τῶν ὁριστικῶν χερσαίων συνόρων, ὅπως καὶ ἡ ἐκτίμησις καὶ ἀποζημίωσις τῶν πρὸς ἀνταλλαγὴν ἐδαφῶν, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς τρεχούσης αὐτῶν ἀξίας κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀνταλλαγῆς, ὑπόκεινται εἰς τὴν αὐτὴν διαδικασίαν μὲ τὴν ἀκολουθουμένην κατὰ τὸ πρῶτον στάδιον. Ἡ ὁρισθησομένη ἀποζημίωσις θὰ λάβῃ ἐπίσης ὑπ' ὄψιν ἐπὶ τῷ τέλει συμψηφισμοῦ, τὴν ἀξίαν τῶν σταθμῶν ἀντλήσεως ὡς καὶ τῶν δικτύων ἀποστραγγίσεως, ὡς καὶ τὴν διαφορὰν κόστους τῶν ἀναχωμάτων (κατὰ τὴν μελέτην Χάρτζα), τὰ ὁποῖα ἔχουν ἐν τῷ μεταξὺ κατασκευασθῇ εἰς τὰ πρὸς ἀνταλλαγὴν ἐδάφη εἰς τὰς περιοχὰς Πέπλου καὶ Φερρῶν. Ἐπίσης θέλει συμψηφισθῇ, μὲ τὸ αὐτὸ ποσόν, καὶ τὸ ποσὸν τοῦ δεσμευμένου λογαριασμοῦ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 5.

Ἄρθρον 14.

Ἡ ὁριστικὴ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐδαφῶν τοῦ δευτέρου σταδίου θὰ λάβῃ χώραν μετὰ τὴν καταβολὴν εἰς τὴν ἀναφερομένην ἐν ἄρθρῳ 5 Ἑλβετικὴν Τράπεζαν τοῦ ποσοῦ, τοῦ ἀντιπροσωπεύοντος τὴν διαφορὰν μεταξὺ τῆς ἀξίας τῶν ἀνταλλαγέντων ἐδαφῶν.

## ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟΝ

### Ζητήματα Τεχνικά.

Ἄρθρον 15.

### Τομὴ Ταταρκίοϊ — Βύσσης.

Ἡ διάνοιξις τῆς τομῆς Ταταρκίοϊ — Βύσσης, τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς Μελέτης Χάρτζα, δὲν παρουσιάζει σήμερον χαρακτῆρα ἀναγκαιότητος, δοθέντος ὅτι ἡ κοίτη τοῦ ποταμοῦ εἰς τὴν περιοχὴν αὐτὴν ἔχει ὑποστῇ τοιαύτας μεταβολάς, ὥστε δὲν εἶναι πλέον δυνατὸν τοῦτο νὰ ἐκτελεσθῇ, ὡς εἶχε προβλεφθῇ εἰς τὴν ρηθεῖσαν μελέτην.

Ἐν τούτοις, δεδομένου ὅτι ἡ παροῦσα κοίτη τοῦ ποταμοῦ προξενεῖ ζημίας εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ὄχθην, ἡ ἐπίλυσις τοῦ προβλήματος τούτου ἐμφανίζεται ἀναγκαία.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐνδείκνυται ὅπως τὸ ἐν λόγῳ πρόβλημα, εἰς τὴν ὁριστικήν του μορφήν, λυθῇ, κατόπιν ἀνταλλαγῆς διακοινώσεων μεταξὺ τῶν Ὑπουργῶν τῶν Ἐξωτερικῶν τῶν δύο χωρῶν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν συμπερασμάτων, εἰς τὰ ὁποῖα θὰ κατέληγε Μικτὴ AD HOC Ὁμὰς Ἐμπειρογνωμόνων, ἀποτελουμένη ἐκ Τεχνικῶν τῶν δύο Μερῶν καὶ ἡ ὁποία, κατόπιν ἐπιτοπίου ἐξετάσεως τοῦ προβλήματος, θὰ ἐξεύρῃ κατάλληλον λύσιν καὶ θὰ ἐκπονήσῃ, ἐὰν ὑπάρχῃ ἀνάγκη, μελέτην ἐπὶ τῆς ἀκολουθητέας μεθόδου διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν αὐτῶν.

Κατὰ τὴν ἀναζήτησιν λύσεων τοῦ ὅλου ζητήματος ἡ προμνησθεῖσα Ὁμὰς ὀφείλει νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τὰ συμπεράσματα, εἰς ἃ κατέληξεν ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ Συνόρων κατὰ τὰς γενομένας συνεδριάσεις της μεταξὺ 28 Ἰουνίου καὶ 7 Ἰουλίου 1959.

Ἐὰν παρουσιασθῇ ἡ ἀνάγκη ἀνταλλαγῆς ἐδαφῶν τὸ ἐνδεχόμενον τοῦτο θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸ δεύτερον στάδιον τῶν ἀνταλλαγῶν, τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12.

Αἱ ἐργασίαι τῆς Μικτῆς AD HOC Ὁμάδος Ἐμπειρογνωμόνων δέον νὰ ἔχουν συμπληρωθῇ μέχρι τέλους Σεπτεμβρίου 1963.

Ἄρθρον 16.

Ἐμφράξεις.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐξασφαλίσεως τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν ἤδη γενομένων τομῶν, εἰς Ἐνὲζ (Αἶνον), Φερραΐ (Φερρᾶς) καὶ Πέπλον, συμφωνεῖται νὰ κατασκευασθοῦν ἐντὸς λογικῆς προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἀπὸ μὲν τῆς Τουρκικῆς πλευρᾶς ἐμφράξεων τοῦ Ἐνὲζ (Αἴνου) καὶ Πέπλου, ἀπὸ δὲ ἑλληνικῆς πλευρᾶς τῆς ἐμφράξεως τῶν Φερραΐ (Φερρῶν).

Ἐφ' ὅσον αἱ μελέται καὶ τὰ σχέδια τῶν ἐμφράξεων τούτων θὰ εἶναι πλήρως σύμφωνοι πρὸς τὴν Μελέτην Χάρτζα, δὲν ὑπάρχει ἀνάγκη προηγουμένης ἀνταλλαγῆς ἢ ἐγκρίσεως τῶν ἐν λόγῳ μελετῶν ἐκ μέρους τοῦ ἑτέρου Μέρους. Τὰ δύο Μέρη δύνανται νὰ προβοῦν εἰς τὴν κατασκευὴν τῶν εἰρημένων ἐμφράξεων, κατὰ τὴν ἰδίαν κρίσιν των καὶ χωρὶς νὰ παρίσταται ἀνάγκη νὰ ζητηθῇ οἱαδήποτε ἐξουσιοδότησις τοῦ ἑτέρου Μέρους, κατόπιν προειδοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὴν ἁρμοδίαν ὑπηρεσίαν τῆς περιοχῆς δέκα πέντε ἡμέρας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐργασιῶν.

Τὰ δύο Μέρη ἔχουν τὸ δικαίωμα ἐλευθέρας κινήσεως εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου καὶ εἰς ἀκτῖνα πενῆντα μέτρων ἀπὸ τοῦ ἀκραίου σημείου τῶν ἐμφράξεων, τῶν εὑρισκομένων εἰς τὴν ἀντιπέραν ὄχθην.

Ἐὰν ὑπάρχῃ ἀνάγκη ἐπισκευῆς τινὸς τῶν ἐν λόγῳ ἐμφράξεων, θὰ παραμείνουν ἰσχύοντα τὰ αὐτὰ δικαιώματα ἐλευθέρας κινήσεως ἐπὶ τῆς ἀντιπέραν ὄχθης, διὰ τὰς μεταγενεστέρας περιόδους, ὑπὸ τὸν ὅρον ἐν τούτοις προειδοποιήσεως δεκαπέντε ἡμερῶν πρὸς τὴν ἁρμοδίαν Ὑπηρεσίαν τοῦ ἑτέρου Μέρους.

Ἄρθρον 17.

Ἔλεγχος τῶν FUSE PLUGS (τῶν ἁρμῶν ῥήξεως).

Δεδομένου ὅτι αἱ ἐργασίαι κατασκευῆς τῶν ἀναχωμάτων ἐγγίζουν πρὸς τὸ τέρμα των, ἀπεφασίσθη ὅπως γίνῃ ἀμοιβαίως ὁ ἔλεγχος ὅλων τῶν ἀναχωμάτων καὶ τῶν ἁρμῶν ῥήξεως, ποὺ ἔχουν κατασκευασθῇ μέχρι σήμερον ἢ μέλλουν νὰ κατασκευασθοῦν, ἀπὸ ἀπόψεως ὁριζοντιογραφικῆς καὶ ὑψομετρικῆς, διὰ τὴν ἐπαλήθευσιν τοῦ συμφώνου αὐτῶν μὲ τὰς διατάξεις τῆς Μελέτης Χάρτζα. Ὁ ἀμοιβαῖος αὐτὸς ἔλεγχος νὰ ἐνεργῆται ἀπὸ Μικτὰ Συνεργεῖα (EQUIPE) Τεχνικῶν, τὰ ὁποῖα θὰ ἀναλάβουν τὸ ἔργον τοῦτο τὴν 1ην Ἰουλίου 1963, διὰ νὰ τὸ περαιώσουν ἐντὸς τῶν ἑπομένων τριῶν μηνῶν.

Αἱ λεπτομέρειαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἄρθρου περιέχονται εἰς τὸ παράρτημα ἀριθ. 1.

Ἄρθρον 18.

Θερινὰ ἀναχώματα (Ὑπερβλητά).

Τὰ δύο Μέρη διὰ κοινῆς συμφωνίας ἀπεφάσισαν ὅτι εἶναι ἀναγκαῖον νὰ γίνῃ μελέτη περὶ τῶν δυνατοτήτων βελτιώσεως τῶν συνθηκῶν τῶν καλλιεργουμένων γαιῶν, τῶν μὴ προστατευομένων ὑπὸ ἀναχωμάτων κατὰ τῶν πλημμυρῶν, ὡς καὶ τῶν γαιῶν τῶν κειμένων εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τμῆμα τῶν ἀναχωμάτων. Συνεφωνήθη, ὡσαύτως, ὅτι πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ ἔδει νὰ ληφθοῦν ὑπ' ὄψιν μέτρα προστασίας ἐπὶ τῶν εἰρημένων γαιῶν, ὄχι κατὰ τῶν μεγάλων πλημμυρῶν τοῦ ποταμοῦ, ἀλλὰ κατὰ ἐκείνων, αἱ ὁποῖαι δύνανται ἐνδεχομένως νὰ λάβουν χώραν κατὰ τὴν περίοδον μεταξὺ τῶν μηνῶν Μαΐου καὶ Σεπεμβρίου. Θεωρεῖται ὅθεν ἀπαραίτητον νὰ ληφθῇ ἀπὸ κοινοῦ ἀπόφασις ἐπὶ τοῦ μεγέθους τῶν πλημμυρῶν, κατὰ τῶν ὁποίων θὰ ἔδει νὰ ληφθοῦν ἐνδεχομένως προστατευτικὰ μέτρα.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὁμάδες τεχνικῶν θὰ προβοῦν εἰς τὴν ὑδρολογικὴν μελέτην τοῦ ποταμοῦ καὶ θὰ ἀνακοινώσουν τὰ συμπεράσματά των καὶ πρὸς τὰ δύο Μέρη ἀντιστοίχως. Ἐν συνεχείᾳ θὰ ἐκπονηθοῦν αἱ προμελέται διὰ τὰ μέλλοντα νὰ κατασκευασθῶσι θερινὰ (Ὑπερβλητὰ) ἀναχώματα, εἰς τὰς κρινομένας ὡς καταλλήλους τοποθεσίας, αἱ ὁποῖαι ὡσαύτως θὰ ἀνακοινωθοῦν καὶ εἰς τὸ ἕτερον Μέρος ἀντιστοίχως.

Διὰ τὸν ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίας ἔλεγχον ἑκατέρωθεν τῶν προμελετῶν, θὰ γίνουν συσκέψεις ἐπὶ ἀνωτέρου ἐπιπέδου πρὸς καθορισμὸν ἀπὸ κοινοῦ, τῶν διατάξεων αἱ ὁποῖαι θὰ διέπουν τὸ πρόβλημα τῶν θερινῶν ἀναχωμάτων καὶ θέλει ὑπογραφῇ πρωτόκολλον.

Εἰς τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θὰ καθορισθῇ ἡ προτεραιότης τῶν μελλόντων νὰ κατασκευασθοῦν (ὑπερβατικῶν) θερινῶν ἀναχωμάτων, καθὼς καὶ ἡ ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῶν ἔργων. Πᾶσαι αἱ λεπτομέρειαι, αἱ ἀφορῶσαι τὰς ὑδρολογικὰς μελέτας ὅπως καὶ τὰς προμελέτας, καταχωροῦνται εἰς τὸ Παράρτημα ἀριθμ. 2.

Ἄρθρον 19.

Ἐργασίαι ἐκτελεσθεῖσαι ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως τῶν δύο πλευρῶν.

Αἱ ἄνευ προηγουμένης συμφωνίας τῶν δύο μερῶν ἐκτελεσθεῖσαι ἐργασίαι ἀπαριθμοῦνται κατωτέρω:

α) Ἀπὸ τουρκικῆς πλευρᾶς ἐπεσημάνθη:

1) Ἡ κατασκευὴ τριῶν ὁμάδων προβόλων πλησίον τοῦ Σοφουλοῦ (Σουφλίου), ἄνευ συναινέσεως ἢ προειδοποιήσεως τοῦ ἑτέρου Μέρους.

2) Ἡ δημιουργία εἰς τὴν περιοχὴν τῆς γεφύρας Ὑψάλων δυσμενοῦς καταστάσεως διὰ τὴν τουρκικὴν πλευράν, ἐξ αἰτίας τῆς ὑπάρξεως δάσους ἀπὸ λεύκας ἐπὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους, ἐναντι τῆς εἰρημένης γεφύρας, τὸ ὁποῖον ἐλαττώνει τὴν διαχετευτικότητα τοῦ ποταμοῦ καὶ

3) Ἡ κατασκευὴ ἀναχωμάτων εἰς τὴν περιοχὴν Πέπλου μὴ προβλεπομένων ὑπὸ τῆς Μελέτης Χάρτζα.

β) Ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς ἐπεσημάνθη:

1) Ἡ κατασκευὴ ὑπὸ τῶν Τούρκων, κατὰ παράβασιν τῆς ὁροθετικῆς γραμμῆς, τῆς καθορισθείσης παρὰ τῆς ἐπὶ τούτῳ Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Συνθήκης τῆς Λωζάνης, ἀποστραγγιστικῆς τάφρου εἰς τὴν νησίδα «Ναζὶμ Μπέη» πρὸς παροχέτευσιν τῶν ὑδάτων πρὸς τὸν ποταμὸν Μέριτς—Ἕβρον.

2) Ἡ συσσώρευσις ὑπὸ τῶν Τούρκων, πρὸς τὰ ἀνάντι τῆς ἀποστραγγιστικῆς τάφρου, τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς Μελέτης Χάρτζα, πρὸς τὴν κατεύθυνσιν τοῦ Οὐζοὺν—Κιοπρού, τῶν προϊόντων ἐκσκαφῆς, ὑπὸ μορφὴν συνεχῆ, παρεμποδίζουσα τὴν ἐλευθέραν ροὴν τῶν ὑδάτων τοῦ ποταμοῦ καὶ

3) Ἡ διατήρησις, εἰς τὴν ἀρχὴν τῆς τομῆς τοῦ Ἐνὲζ (Αἴνου) τῶν κατασκευασθέντων προσωρινῶν ἀναχωμάτων.

Μετὰ τὴν ἐξέτασιν τῶν ἀνωτέρω ἀπαριθμηθέντων ζητημάτων, συνεφωνήθη:

α) Ὅτι εἶναι ἀναγκαῖον, ὅπως τὰ δύο Μέρη ἐφαρμόζουν, μετὰ περισσοτέρας ἀκριβείας, τὰς διατάξεις τῆς Ἑλληνοτουρκικῆς συμφωνίας τοῦ 1934, καὶ ἀναφερομένας εἰς τὰ ἐκτελεστέα ὑδραυλικὰ ἔργα.

β) Ὅτι θὰ ἔδει νὰ ἀποφευχθῇ ἡ ἐκτέλεσις παντὸς ἔργου, δυναμένου νὰ ἐπηρεάσῃ τὴν ροὴν τοῦ ποταμοῦ εἰς τὴν ὑψηλὴν κοίτην του, ἄνευ προηγουμένης ἀνταλλαγῆς σχετικῶν σχεδίων.

γ) Ὅπως πάντα τὰ ζητήματα ταῦτα ἐπιλυθοῦν, κατὰ τρόπον μὴ προκαλοῦντα ἑκατέρωθεν ζημίας, ὑπὸ Ἐπιτροπῶν ἐκ περιφερειακῶν τεχνικῶν τῶν δύο Μερῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ συνέρχωνται πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς μελέτης καὶ ἐπιτοπίου ἐξετάσεως τῶν τυχὸν ἐμφανιζομένων ζητημάτων.

Ἄρθρον 20.

Διευθέτησις τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ.

Τὰ δύο Μέρη ἀνεγνώρισαν τὴν ἀνάγκην ὅπως προβοῦν εἰς τὴν διευθέτησιν τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ εἰς τὸ τμῆμα, τὸ περιλαμβανόμενον μεταξὺ τοῦ ἄκρου τῆς τομῆς τῶν Φερραὶ (Φερρῶν) καὶ τῆς ἀρχῆς τῆς τομῆς τοῦ Ἐνὲζ (Αἴνου).

Ἡ διευθέτησις αὐτὴ θὰ ἐκτελεσθῇ ἐπὶ τῇ βάσει μελετῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ ἐκπονηθοῦν ὑπὸ ἐπὶ τούτῳ Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καὶ θὰ καθορίσουν τὴν ἀναγκαίαν παροχήν, τὴν ἀφορῶσαν τὴν χαμηλὴν κοίτην τοῦ ποταμοῦ. Μετὰ τὴν ἔγκρισιν τῶν Μελετῶν τούτων ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν, ἡ ἐκτέλεσις ἐργασιῶν διευθετήσεως τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ δύναται νὰ ἀναληφθῇ ὑπὸ τῶν δύο μερῶν, εἴτε ἀπὸ κοινοῦ εἴτε κεχωρισμένως. Ἐν τούτοις ἑκάτερον Μέρος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀναλάβῃ μόνον τὸ σύνολον τῶν ἔργων τούτων καὶ εἶτα νὰ ἀποζημιωθῇ ὑπὸ τοῦ ἑτέρου διὰ τὸ ἥμισυ τῶν σχετικῶν δαπανῶν.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἔργων χαράξεως τοῦ ἄξονος τοῦ ποταμοῦ, θὰ εἶναι δυνατὸν νὰ ἐνεργηθοῦν τομαί, ὑπὸ τὸν ὅρον ἐν τούτοις, ὅπως τὰ ἐκατέρωθεν ἐκχωρούμενα ἐδάφη, συνεπείᾳ μεταθέσεως τοῦ ἄξονος τοῦ ποταμοῦ καὶ τῆς συνοριακῆς γραμμῆς, ἴσης ἐπιφανείας καὶ μὴ ὑπερβαίνουν τὰ χίλια δεκάρια (στρέμματα) δι' ἕκαστον μέρος. Δεδομένου ὅτι τὰ ἐν λόγῳ ἐδάφη εἶναι ἴσης ἀξίας, θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν μόνον ἡ ἔκτασις.

Ἄρθρον 21.

Ὑδρολῆψία, ποσότης, ἔλεγχος.

Διεπιστώθη ὅτι τὸ πρόβλημα τῆς ἀρδεύσεως τῶν πεδιάδων, τῶν κειμένων ἐπὶ τῶν δύο ὀχθῶν τοῦ ποταμοῦ Μέριτς—Ἔβρου δὲν ἐμελετήθη ἐπαρκῶς ὑπὸ τῆς Μελέτης Χάρτζα.

Πρὸς τὸν σκοπὸν ὅθεν τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν ὑδάτων τοῦ ποταμοῦ κατὰ τρόπον ἐπωφελῆ καὶ διὰ τὰ δύο μέρη, συνεφωνήθησαν τὰ ἀκόλουθα:

1) Θὰ συνεχισθῇ καὶ ὑπὸ τῶν δύο πλευρῶν ἡ μέτρησις τῆς παραχῆς τόσον εἰς τοὺς ὑπάρχοντας ὑδρομετρικοὺς σταθμούς, ὅσον καὶ εἰς ἐκείνους οἱ ὁποῖοι θὰ κατασκευασθοῦν.

2) Θὰ συνεχισθῇ ἐκ μέρους τῶν δύο πλευρῶν ἡ ἐκπόνησις τῶν μελετῶν καὶ σχεδίων, αἵτινες ἀφοροῦν τὰ ἔργα ὑδρολῃψιῶν.

3) Τεχνικὴ συνάντησις ἐπὶ ἀνωτέρου ἐπιπέδου θέλει λάβῃ χώραν κατὰ Σεπτέμβριον 1963 πρὸς λῆψιν ἀποφάσεων ἐπὶ τῇ βάσει τῶν προμνησθεισῶν μελετῶν καὶ σχεδίων.

4) Αἱ ἐγκαταστάσεις ὑδρολῃψιῶν διὰ τὴν ἄρδευσιν θὰ εἶναι ὑπὸ μορφήν, εἴτε φραγμάτων ἐκτροπῆς, κατασκευαζομένων ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν, εἴτε ὑπὸ μορφὴν ὑδρολῃψιῶν ἐπὶ τῆς μιᾶς ὄχθης, κατασκευαζομένων ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου Μέρους. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἡ μονομερὴς κατασκευὴ τῶν τελευταίων αὐτῶν ἔργων ἤρτηται ἐκ προηγουμένης συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο Μερῶν καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι δὲν θὰ προξενῇ ζημίας εἰς τὴν ἀντιπέραν ὄχθην.

5) Μέχρις ἐκπληρώσεως τῶν προηγουμένων, τὰ δύο Μέρη θὰ συνεχίσουν τὰς ὑδρολῃψίας ἀρδεύσεως, ὡς ἐφημρμόσθησαν μέχρι τοῦδε.

ΜΕΡΟΣ ΤΡΙΤΟΝ

Συστάσεις.

Ἄρθρον 22.

Τὰ δύο Μέρη προέβησαν εἰς τὰς ἀκολούθους συστάσεις ἐπὶ ζητημάτων, τὰ ὁποῖα δὲν ἐγένοντο ἀντικείμενον ἐπισταμένης συζητήσεως:

1) Τὰ δύο Μέρη συνιστοῦν περιοδικὰς συναντήσεις τῶν τεχνικῶν Ἀπεσταλμένων αὐτῶν εἰς ὡρισμένην ἡμερομηνίαν, ἀνεξαρτήτως τῆς ὑπάρξεως ἢ μὴ ζητήματος πρὸς συζήτησιν, ὅπως καὶ ἐκτάκτους συναντήσεις εἰς περίπτωσιν, κατὰ τὴν ὁποίαν ἤθελεν ἐγερθῇ ἐπείγον ζήτημα.

2) Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία συνέστησε νὰ ἐμπηχθοῦν πάσσαλοι κατὰ μῆκος τῆς συνοριακῆς γραμμῆς, τῆς καθορισθείσης ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Συνθήκης τῆς Λωζάννης, λαμβανομένων ὡσαύτως ὑπ' ὄψιν τῶν διαρρυθμίσεων, αἱ ὁποῖαι θὰ προκύψουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἀποφεύγωνται, κατὰ τὸ δυνατόν, τὰ συνοριακὰ ἐπεισόδια ὡς καὶ αἱ δυνάμεναι νὰ ἐγερθῶσι ἀμφισβητήσεις ἐν περιπτώσει οἱασδήποτε ἐκτροπῆς τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ. Οἱ πάσσαλοι θὰ πρέπει νὰ ἐμπηχθοῦν εἰς τρόπον ὥστε νὰ προστατεύωνται κατὰ τῶν ζημιῶν, τῶν προκαλουμένων ἀπὸ τὰς πλημμύρας.

3) Ἡ Τουρκικὴ Ἀντιπροσωπεία συνέστησε τὴν ἐπέκτασιν μέχρι τῆς θαλάσσης τοῦ χερσαίου συνόρου εἰς τὴν περιοχὴν τοῦ Ἐνὲζ (Αἴνου), πρὸς πρόληψιν ἐνδεχομένων συνοριακῶν ἐπεισοδίων, δεδομένου ὅτι διὰ τῆς ἀκριβοῦς ἐφαρμογῆς τῆς Μελέτης Χάρτζα εἰς τὴν περιοχὴν ταύτην, αἱ ἐκβολαὶ τοῦ ποταμοῦ θὰ μετατοπισθοῦν εἰς τὴν τομὴν τοῦ Ἐνὲζ (Αἴνου). Τὰ δύο μέρη συνεφώνησαν νὰ ὑποβάλουν τὰς ἀνωτέρω συστάσεις εἰς τὰς οἰκείας Κυβερνήσεις αὐτῶν πρὸς τὸν σκοπὸν μεταγενεστέρας ἐξετάσεως.

ΤΕΛΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 23.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἐγκρίσεώς του παρὰ τῶν δύο ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων διὰ τῆς ἀνταλλαγῆς ταὐτοσήμων διακοινώσεων. Οὐχ ἧττον, αἱ διατάξεις, αἱ ἀφορῶσαι τὰς ἐκχωρήσεις ἢ ἀνταλλαγὰς ἐδαφῶν, δὲν θέλουσι τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἰ μὴ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν αὐτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ἐσωτερικὰς συνταγματικὰς διατάξεις ἑκατέρου Μέρους.

Εἰς πίστωσιν οἱ ὑπογεγραμμένοι συνέταξαν τὸ παρὸν πρωτόκολλον καὶ ἔθεσαν τὰς ὑπογραφάς των.

Ἐγένετο ἐν Ἀγκύρᾳ, εἰς διπλοῦν τὴν 19ην Ἰανουαρίου 1963.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία

1) ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΧΩΡΑΦΑΣ
2) ΣΤΑΥΡΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΙΔΗΣ
3) ΚΙΜΩΝ ΚΥΡΙΑΚΟΣ
4) ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΟΥΓΚΟΥΛΟΣ

Ἡ Τουρκικὴ Ἀντιπροσωπεία

1) ΑΡΙΦ ΟΝΑΤ
2) ΣΑΝΤΕΤΤΙΝ ΑΤΣΑΡ
3) ΜΟΥΦΙΤ ΚΟΥΛΕΝ
4) ΙΧΣΑΝ ΜΠΑΛΤΑΟΓΛΟΥ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Περὶ τοῦ τρόπου ἐλέγχου, ἐπὶ ἀμφοτέρων τῶν πλευρῶν, τῶν θέσεων τῶν FUSE PLUGS (ἁρμῶν ῥήξεως) καὶ τῶν ἀναχωμάτων καθ' ὅλον τὸ μῆκος των, ἀπὸ ἀπόψεως ὑριζοντιογραφίας καὶ ὑψομετρίας.

1. Ἐν ᾗ πλείονα μικτὰ τεχνικὰ Συνεργεῖα, θὰ προβοῦν εἰς τὰς ὡς κατωτέρω καταμετρήσεις, ἐν σχέσει πρὸς τὰ ὑπάρχοντα τριγωνομετρικὰ σημεῖα:

α) Τῆς θέσεως τῶν ἀναχωμάτων εἰς τὴν ὁριζοντιογραφίαν, συμφώνως μὲ τὴν Μελέτην Χάρτζα.

β) Τοῦ ἐλέγχου εἰς τὴν ὁριζοντιογραφίαν τοῦ ἀριθμοῦ, τῆς θέσεως καὶ τοῦ μήκους τῶν FUSE PLUGS (ἁρμῶν ῥήξεως), τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς μελέτης Χάρτζα.

γ) Τοῦ ἐλέγχου τῆς ὑψομετρίας τῆς κατὰ μῆκος τομῆς τῶν ἀναχωμάτων καὶ τῶν FUSE PLUGS (ἁρμῶν ῥήξεως).

2. Τὰ ὡς ἄνω ἀναφερόμενα μικτὰ Συνεργεῖα δέον νὰ ἔχουν συγκροτηθῇ καὶ προβῇ εἰς ἔναρξιν τῶν ἐργασιῶν των τὴν 1ην Ἰουλίου 1963.

Διὰ τὴν εἴσοδον καὶ ἐλευθέραν κυκλοφορίαν αὐτῶν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Μέρους καὶ διὰ τὴν δυνατότητα νὰ ἐργάζωνται εἰς τὴν περιοχὴν τῶν ἀνωτέρω καθωρισμένων ἐργασιῶν, θὰ χορηγηθοῦν μέχρι τῆς ἡμερομηνίας αὐτῆς ἄδειαι καὶ ἀπὸ τὰς δύο πλευράς.

3. Ἡ διάρκεια ἐργασίας ἐπὶ τόπου ὁρίζεται ἀπὸ τοῦδε τρίμηνος.

4. Τὰ ἀποτελέσματα τῶν καταμετρήσεων, τῶν γενομένων παρὰ τῶν Μικτῶν αὐτῶν Συνεργείων, θὰ ὑποβληθῶσι εἰς τὰς ἁρμοδίας ὑπηρεσίας τῶν δύο Μερῶν ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τοῦ τερματισμοῦ τῶν ἐργασιῶν ὑπαίθρου.

Τὰ ἀποτελέσματα αὐτὰ θὰ συνοδεύωνται μὲ τὰς παρατηρήσεις τῶν εἰρημένων Συνεργείων.

5. Εἰς περίπτωσιν οἱωνδήποτε παραβάσεων, αὗται θὰ ἐξετασθοῦν ἀπὸ ἄλλην Μικτὴν Τεχνικὴν Ἐπιτροπήν, τῆς ὁποίας τὰ μέλη θὰ κριθοῦν ἀπὸ τὰ ἁρμόδια Ὑπουργεῖα τῶν δύο χωρῶν.

Ἡ ἀποστολὴ τῆς Ἐπιτροπῆς αὐτῆς συνίσταται νὰ ἐκτιμήσῃ ἑκάστην παράβασιν, νὰ καθορίσῃ τὴν ἐπίδρασιν αὐτῆς ἐπὶ ζημίᾳ τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν ἔργων, ὅπως ταῦτα προεβλέφθησαν ὑπὸ τῆς Μελέτης Χάρτζα.

6. Ἡ εἰρημένη Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ὑποβάλῃ τὰ συμπεράσματά της ὑπὸ μορφὴν πρωτοκόλλου κοινοῦ, ὅπως καὶ τὰς προτάσεις της πρὸς τὰς ἁρμοδίας ὑπηρεσίας τῶν δύο Μερῶν.

Ἐν περιπτώσει σοβαρῶν παραβάσεων, τὰ ἁρμόδια Ὑπουργεῖα τῶν δύο Χωρῶν θὰ ἀνταλλάξουν ἐπιστολὰς διὰ νὰ ζητήσουν τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐπιβαλλομένων ἐπανορθώσεων.

7. Τὸ Μέρος ποὺ διέπραξε τὴν παράβασιν, ὑποχρεοῦται

νὰ ἐκτελέσῃ, ἰδίαις αὐτοῦ δαπάναις, τὰς ὑποδεικνυομένας ἐπανορθώσεις εἰς τὴν ἐπιστολὴν τοῦ Ὑπουργείου τοῦ ἑτέρου Μέρους, συμμορφούμενον πρὸς τὰς ὑποδείξεις τῆς Μικτῆς Τεχνικῆς Ἐπιτροπῆς.

(Ὑπογρ.) Ν. Χωραφᾶς (Ὑπογρ.) Ἀρίφ Ὀνάτ

## ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

Περὶ τῆς μεθόδου προετοιμασίας τῆς ὑδραυλικῆς μελέτης διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῶν θέσεων, ὅπου θὰ ἠδύναντο νὰ κατασκευασθοῦν τὰ θερινὰ (ὑπερβλητὰ) ἀναχώματα (τὰ ὕψη καὶ ἡ ἀπόστασις αὐτῶν ἀπὸ τὰς δύο ὄχθας τοῦ ποταμοῦ Μέριτς—Ἔβρου).

### Α) ΥΔΡΟΛΟΓΙΑ

Θὰ ἔχῃ ὡς σκοπὸν (ἔργον).

1) Τὴν συγκέντρωσιν ὅλων τῶν δεδομένων τῶν ὑδρομετρικῶν καταμετρήσεων, αἱ ὁποῖαι ἔχουν γίνει ἤδη εἰς τὰς γεφύρας Ἐντιρνὲ καὶ Πυθίου, ὅπως καὶ εἰς τὰ Ὕψαλα καὶ εἰς τοὺς ἄλλους παραποτάμους, διὰ νὰ καταστῇ δυνατὸν νὰ καθορισθῇ τὸ μέγεθος καὶ ἡ συχνότης τῶν πλημμυρῶν, αἱ ὁποῖαι διεπιστώθησαν κατὰ τὴν περίοδον μεταξὺ Ἀπριλίου καὶ Νοεμβρίου ἑκάστου ἔτους. Ἐκ τῆς συγκεντρώσεως αὐτῆς θὰ ληφθῇ ὡς συμπέρασμα ποία ἦτο ἡ μεγαλυτέρα σημειωθεῖσα πλήμμυρα κατὰ τὴν περίοδον αὐτὴν καὶ ποία ἡ πιθανὴ συχνότης αὐτῆς. Ὡς εἰκὸς θὰ ληφθῇ μέριμνα συγκεντρώσεων ὅλων τῶν δεδομένων, τῶν σχετικῶν μὲ τὴν μεταβολὴν τῆς στάθμης τοῦ ὕδατος εἰς τὰ ὡς ἄνω ἀναφερθέντα σημεῖα. Οἱ ἀριθμοὶ αὐτοὶ θὰ πρέπῃ νὰ συνοδεύωνται μὲ τὴν γραφικὴν καὶ θεωρητικὴν καμπύλην τῆς παροχῆς τοῦ ὕδατος.

2) Τὴν συγκέντρωσιν ὅλων τῶν παρατηρήσεων βροχοπτώσεων, αἱ ὁποῖαι ἔχουν γίνει εἰς τὴν λεκάνην τοῦ ποταμοῦ Μέριτς—Ἔβρου, ἐπὶ τῆς τουρκικῆς καὶ ἑλληνικῆς πλευρᾶς, μὲ προσπάθειαν νὰ περισυλλεγοῦν ἐπίσης, κατὰ τὸ δυνατόν, αἱ παρατηρήσεις εἰς τὴν λεκάνην τοῦ ποταμοῦ εἰς Βουλγαρίαν.

3) Ὁ προσδιορισμός, ἐπὶ τῇ βάσει αὐτῶν τῶν δεδομένων, συγκεντρώσεως τῶν βροχοπτώσεων καὶ ἐν συσχετισμῷ μὲ τὰς ὑδρομετρικὰς καταμετρήσεις, τῆς μεγίστης παροχῆς τοῦ ποταμοῦ κατὰ τὴν ἄνω εἰρημένην περίοδον, διὰ τῆς ἐφαρμογῆς μιᾶς τῶν γνωστῶν μεθόδων τῆς ἀναλυτικῆς μεθόδου ἢ τῆς ἀμερικανικῆς μεθόδου.

Αὐτὸς ὁ προσδιορισμὸς θὰ ἔχῃ ὡς ἀντικείμενον τὸν καθορισμὸν τῆς παροχῆς εἰς τρία σημεῖα τοῦ ποταμοῦ, ἤτοι:

α) Εἰς τὴν συνοριακὴν γραμμὴν τοῦ Καραγάτς.

β) Εἰς τὴν Γέφυραν τοῦ Πυθίου.

γ) Εἰς τὴν Γέφυραν τῶν Ὑψάλων.

Ἐὰν ἐκ τῶν μεθόδων αὐτῶν, δὲν καθίσταται δυνατὸν νὰ ἐξαχθοῦν ἐπαρκῆ συμπεράσματα, ἐξ αἰτίας τῆς ἐλλείψεως τῶν ἀναγκαίων παρατηρήσεων, θὰ περιορισθῇ τις ἐκ τῶν ὑπαρχόντων δεδομένων, εἰς ἐκτίμησιν τῆς πιθανῆς παροχῆς καὶ τῆς συχνότητος αὐτῆς κατὰ τὴν ὡς ἄνω περίοδον.

4) Κατόπιν ὅλων αὐτῶν τῶν ἐργασιῶν θὰ καταβληθῇ προσπάθεια νὰ ἐκτιμηθῇ ἡ οἰκονομικῶς ἐνδεικνυομένη παροχὴ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν προστασίας διὰ θερινῶν (ὑπερβλητῶν) ἀναχωμάτων.

5) Ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατομῶν, αἱ ὁποῖαι ἐλήφθησαν τοπογραφικῶς εἰς ἀπόστασιν 200 μέτρων, ἀπὸ τῆς γεφύρας τῶν Ὑψάλων μέχρι τοῦ συνόρου τοῦ Καραγάτς, θὰ εἶναι δυνατὸν νὰ ὑπολογισθῇ ὡς ἔγγιστα ἡ ἱκανότης τῆς χαμηλῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ, ὅπως αὕτη ἔχει σήμερον.

6) Τάσσεται προθεσμία πέντε (5) μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἐπικυρώσεως τῆς παρούσης συμφωνίας, πρὸς συγκέντρωσιν τῶν ὑπαρχόντων δεδομένων καὶ συναγωγὴν τῶν ἀπαιτουμένων ὡς ἄνω συμπερασμάτων.

7) Τὰ δύο Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ παρέχωσι πρὸς ἄλληλα ὅλας τὰς ὑπ' αὐτῶν κατεχομένας πληροφορίας. Ἐν συνεχείᾳ, ἑκάστη τῶν ἁρμοδίων Ὑπηρεσιῶν τῶν δύο Χωρῶν δέον νὰ προπαρασκευάσῃ μελέτην, συμφώνως πρὸς τὰ ἄνω ἀναφερόμενα σημεῖα. Ἡ μελέτη αὐτὴ θέλει διαβιβασθῇ, ἐν ἀγγλικῇ μεταφράσει, εἰς τὸ ἕτερον Μέρος ἵνα μελετηθῇ καὶ ἐξετασθῇ.

8) Οὕτω μετὰ δύο μῆνας εἶναι δυνατὸν νὰ συσταθῇ μία Μικτὴ Τεχνικὴ Ἐπιτροπή, ἡ ὁποία θὰ συνέλθῃ εἴτε εἰς τὴν Ἀδριανούπολιν εἴτε εἰς τὴν Ἀλεξανδρούπολιν, ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως συζητήσῃ ἐπὶ τῶν συμπερασμάτων εἰς τὰ ὁποῖα κατέληξεν ἕκαστον Μέρος. Καὶ τοῦτο πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως συνηθῶσι καὶ ὑποβάλωσιν εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀντιστοίχους Ὑπηρεσίας τὰ ἀκόλουθα στοιχεῖα:

α) Ἡ παροχὴ ἐπὶ τῆς ὁποίας θὰ βασισθοῦν ἡ μελέτη τῶν ὑπερβλητῶν ἀναχωμάτων.

β) Ἡ ἀπόστασις των ἐπὶ τῆς ὄχθης τοῦ ποταμοῦ.

γ) Τὸ ὕψος των.

δ) Ἡ διανομὴ τοῦ ἀναχώματος καὶ ὁ τρόπος κατασκευῆς του (διανομή, προστασία, ἁρμοὶ ρήξεως).

Β) Θέσεις ἐπὶ τῶν ὁποίων θὰ πρέπῃ νὰ κατασκευασθοῦν τὰ ὑπερβλητὰ ἀναχώματα.

1) Ἕκαστον μέρος κατὰ τὴν ἐντὸς πενταμήνου ἐκπόνησιν τῆς ὑδρολογικῆς μελέτης δέον νὰ σημειώσῃ ἐπὶ χάρτου 1:50.000 ὅλας τὰς θέσεις εἰς τὰς ὁποίας ἐπιθυμεῖ νὰ ἔχῃ προστασίαν δι' ὑπερβλητῶν ἀναχωμάτων.

2) Ἡ Ἐπιτροπὴ ἡ ὁποία θὰ ἐξετάσῃ τὰς ὑδρολογικὰς μελέτας πρέπει νὰ συζητήσῃ ἐπίσης ἐπὶ τῶν θέσεων, νὰ τὰς προσδιορίσῃ ἐπὶ τοῦ χάρτου, καὶ νὰ ὑποβάλῃ τὸ πρωτόκολλον συνταχθὲν ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀντιστοίχους ὑπηρεσίας, πρὸς τὸν σκοπὸν μιᾶς ὁριστικῆς συμφωνίας.

3) Εἶναι εὐκταῖον ὅπως αἱ ἀντίστοιχοι ἁρμόδιαι ὑπηρεσίαι ἀνταλλάξουν τὴν ὁριστικὴν των συμφωνίας ἐντὸς τῶν 3 μηνῶν.

4) Ἐπὶ τῇ βάσει τῆς συμφωνίας ταύτης τὰ δύο Μέρη θὰ καταστρώσουν ἓν κοινὸν πρόγραμμα ἐργασίας διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ σχεδίου προστασίας δι' ὑπερβλητῶν ἀναχωμάτων. Τὸ πρόγραμμα τοῦτο δέον νὰ ἐπικυρωθῇ ὑπὸ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

(Ὑπογρ.) Ν. Χωραφᾶς (Ὑπογρ.) Ἀρίφ Ὀνάτ

No 835–215

Athènes, le 9 août 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République de Turquie, par Décision du Conseil des Ministres en date du 5 avril 1963, a approuvé le Protocole signé à Ankara par des Délégations Techniques de Turquie et de Grèce, le 19 janvier 1963, concernant la «liquidation définitive des différends sur l'exécution des travaux hydrauliques d'aménagements du lit du fleuve Meriç–Evros sur les deux rives».

Dès que Votre Excellence voudra bien me confirmer l'approbation par le Gouvernement Royal de Grèce, des dispositions des articles 11, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 23 du Protocole précité, celles–ci entreront immédiatement en vigueur, conformément à l'article 23 du Protocole. Toutefois, l'article 20 entrera en vigueur à l'exception des dispositions ayant trait à l'échange de territoires qui seront appliquées conformément à la procédure du paragraphe suivant.

Quant aux dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14 et celles de l'article 20 se rapportant à l'échange de territoires, elles n'entreront en vigueur, en vertu de l'article 23 dudit Protocole, qu' après ratification conformément aux lois constitutionnelles internes de chaque partie.

Je me réserve de communiquer à Votre Excellence la ratification de ces derniers articles, conformément aux lois constitutionnelles turques aussitôt qu'elle aura lieu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Ismail Soysal
Ministre Plénipotentiaire
Chargé d'Affaires de Turquie.

Son Excellence
Monsieur P. Pipinelis
Président du Conseil des Ministres
Ministre des Affaires Etrangères
Athènes

Β. ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Δ' ΠΟΛΙΤΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ

'Αριθ. πρωτ. 835 - 215.

'Εν 'Αθήναις τῇ 9 Αὐγούστου 1963

Κύριε 'Υπουργέ,

"Εχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν τῆς 'Υμετέρας 'Εξοχότητος ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας, διὰ τῆς ἀπὸ 5 'Απριλίου 1963 ἀποφάσεως τοῦ 'Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἐνέκρινε τὸ ἐν 'Αγκύρᾳ ὑπογραφὲν τὴν 19ην 'Ιανουαρίου 1963, πρωτόκολλον ὑπὸ τῶν τεχνικῶν ἀντιπροσωπειῶν Τουρκίας καὶ 'Ελλάδος ἀφορῶν εἰς τὴν «ὁριστικὴν ἐκκαθάρισιν τῶν διαφορῶν ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑδραυλικῶν ἔργων διευθετήσεως τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ Μέριτς—"Εβρου ἐπὶ τῶ δύο ὀχθῶν».

Εὐθὺς ὡς ἡ 'Υμετέρα 'Εξοχότης εὐαρεστηθῇ νὰ μοὶ ἐπιβεβαιώσῃ τὴν ὑπὸ τῆς Β. Κυβερνήσεως τῆς 'Ελλάδος ἔγκρισιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 11, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 καὶ 23 τοῦ ἀνωτέρω πρωτοκόλλου, αὗται θὰ τεθοῦν ἀμέσως ἐν ἰσχύϊ συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 23 τοῦ πρωτοκόλλου. Οὐχ ἧττον τὸ ἄρθρον 20 θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἐξαιρέσει τῶν διατάξεων τῶν ἐχουσῶν σχέσιν πρὸς τὴν ἀνταλλαγὴν ἐδαφῶν, αἵτινες θὰ ἐφαρμοσθῶσι συμφώνως τῇ διαδικασίᾳ τῆς ἑπομένης παραγράφου.

"Οσον ἀφορᾶ τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14 καὶ ἐκείνας τοῦ ἄρθρου 20 αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὴν ἀνταλλαγὴν ἐδαφῶν, δὲν θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ, συνῳδᾷ τῷ ἄρθρῳ 23 τοῦ ἐν λόγῳ πρωτοκόλλου, εἰμὴ μόνον κατόπιν ἐπικυρώσεως συμφώνως πρὸς τοὺς ἐσωτερικοὺς συνταγματικοὺς νόμους ἑκατέρου μέρους.

'Επιφυλάσσομαι νὰ ἀνακοινώσω τῇ 'Υμετέρᾳ 'Εξοχότητι τὴν ἐπικύρωσιν τῶν τελευταίων τούτων ἄρθρων, συνῳδᾷ τοῖς συνταγματικοῖς τουρκικοῖς νόμοις, εὐθὺς ὡς αὕτη λάβῃ χώραν.

Παρακαλῶ δεχθῆτε, Κύριε 'Υπουργέ, διαβεβαιώσεις τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

ISMAIL SOYSAL
Πληρεξούσιος 'Υπουργὸς
'Επιτετραμμένος τῆς Τουρκίας

Α. Ε. κ. Π. Πιπινέλην
Πρόεδρον Κυβερνήσεως
'Υπουργὸν 'Εξωτερικῶν
'Αθήνας

No DT 444-71

Athènes, le 10 août 1963

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement Royal, par Décision du Conseil des Ministres en date du 3 août, a approuvé le Protocole signé à Ankara par des Délégations Techniques de Grèce et de Turquie, le 19 janvier 1963, concernant la «liquidation définitive des différends sur l'exécution des travaux hydrauliques d'aménagement du lit du fleuve Meriç-Evros sur les deux rives».

Dès que vous voudrez bien me confirmer l'approbation par le Gouvernement de la République de Turquie des dispositions des articles 11,15,16,17,18,19,20, 21,22 et 23 du Protocole précité, celles-ci entreront immédiatement en vigueur, conformément à l'article 23 du Protocole. Toutefois, l'article 20 entrera en vigueur à l'exception des dispositions ayant trait à l'échange de territoires qui seront appliquées conformément à la procédure du paragraphe suivant.

Quant aux dispositions des articles 1,2,3,4,5,6,7, 8,9,10,12,13,14 et celles de l'article 20 se rapportant à l'échange de territoires, elles n'entreront en vigueur, en vertu de l'article 23 du dit Protocole, qu'après ratification conformément aux lois consitutionnelles internes de chaque partie.

Je me réserve de vous communiquer la ratification de ces derniers articles, conformément aux lois constitutionnelles helléniques, aussitôt qu'elle aura lieu.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Monsieur Ismail Soysal
Ministre Plénipotantiaire
Chargé d'Affaires de Turquie
Ambassade de Turquie
En Ville

P. PIPINELIS
Président du Conseil des Ministres
Ministre des Affaires Etrangères

Β. ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Δ'. ΠΟΛΙΤΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ

'Αριθ. πρωτ. Δ.Τ. 444 - 71. 'Αθῆναι τῇ 10.8.63

Κύριε 'Επιτετραμμένε,

"Εχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις διὰ τῆς ἀπὸ 3 Αὐγούστου 1963 ἀποφάσεως τοῦ 'Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἐνέκρινε τὸ ἐν 'Αγκύρᾳ ὑπογραφὲν τὴν 19 'Ιανουαρίου 1963, πρωτόκολλον ὑπὸ τῶν Τεχνικῶν 'Αντιπροσωπειῶν 'Ελλάδος καὶ Τουρκίας ἀφορῶν εἰς τὴν «ὁριστικὴν ἐκκαθάρισιν τῶν διαφορῶν ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑδραυλικῶν ἔργων διευθετήσεως τῆς κοίτης τοῦ ποταμοῦ Μέριτς-"Εβρου ἐπὶ τῶν δύο ὀχθῶν».

Εὐθὺς ὡς εὐαρεστούμενος μοὶ ἐπιβεβαιώσητε τὴν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας ἔγκρισιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 11, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 καὶ 23 τοῦ ἀνωτέρω πρωτοκόλλου, αὗται θὰ τεθοῦν ἀμέσως ἐν ἰσχύϊ συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 23 τοῦ πρωτοκόλλου. Οὐχ ἧττον ἄρθρον 20 θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἐξαιρέσει τῶν διατάξεων τῶν ἐχουσῶν σχέσιν πρὸς τὴν ἀνταλλαγὴν ἐδαφῶν αἵτινες θὰ ἐφαρμοσθῶσι συμφώνως τῇ διαδικασίᾳ τῆς ἑπομένης παραγράφου.

"Οσον ἀφορᾶ τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13 καὶ 14 ὡς καὶ ἐκείνας τοῦ ἄρθρου 20 αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὴν ἀνταλλαγὴν ἐδαφῶν, δὲν θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ, συνωδᾷ τῷ ἄρθρῳ 23 τοῦ ἐν λόγῳ πρωτοκόλλου, εἰμὴ μόνον κατόπιν ἐπικυρώσεως συμφώνως πρὸς τοὺς ἐσωτερικοὺς συνταγματικοὺς νόμους ἑκατέρου μέρους.

'Επιφυλλάσσομαι νὰ ἀνακοινώσω ἡμῖν τὴν ἐπικύρωσιν τῶν τελευταίων τούτων ἄρθρων, συνωδᾷ τοῖς ἑλληνικοῖς συνταγματικοῖς νόμοις, εὐθὺς ὡς αὕτη λάβῃ χώραν.

Παρακαλῶ δεχθῆτε, Κύριε 'Επιτετραμμένε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου ὑπολήψεώς μου.

Π. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ
Πρόεδρος τῆς Κυβερνήσεως
'Υπουργὸς 'Εξωτερικῶν

Κύριον ISMAIL SOYSAL
Πληρεξούσιον 'Υπουργὸν
'Επιτετραμμένον τῆς Τουρκίας
Τουρκικὴν Πρεσβείαν

'Εν ταῦθα

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4335

*Περὶ κυρώσεως τῆς Συνθήκης περὶ ἀπαγορεύσεως τῶν δοκιμῶν πυρηνικῶν ὅπλων εἰς τὴν ἀτμόσφαιραν, τὸ ἐκτὸς τῆς ἀτμοσφαίρας διάστημα καὶ ὑπὸ τὸ ὕδωρ.*

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Οἱ ψηφίσαμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφαίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ Συνθήκη περὶ ἀπαγορεύσεως τῶν δοκιμῶν πυρηνικῶν ὅπλων εἰς τὴν ἀτμόσφαιραν τὸ ἐκτὸς τῆς ἀτμοσφαίρας διάστημα καὶ ὑπὸ τὸ ὕδωρ ὑπογραφεῖσα ἐν Μόσχᾳ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, τῆς Μ.Βρεταννίας καὶ τῶν Η.Π.Α. τὴν 5ην Αὐγούστου 1963 καὶ ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος τὴν 8ην Αὐγούστου 1963.

Τὸ κείμενον τῆς κυρουμένης συνθήκης ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Σεπτεμβρίου 1963

**ΠΑΥΛΟΣ**

**Β.**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΠΑΝ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ**

ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ **ΦΙΛ. ΔΡΑΓΟΥΜΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Σεπτεμβρίου 1963

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΧΡ. ΣΓΟΥΡΙΤΣΑΣ**

---

TREATY

banning nuclear weapon tests in the atmosphere, in outer space and under water

The Governments of the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America, hereinafter referred to as the «Original Parties».

Proclaiming as their principal aim the speediest possible achievement of an agreement on general and complete disarmament under strict international control in accordance with the objectives of the United Nations which would put an end to the armaments race and eliminate the incentive to the production and testing of all kinds of weapons, including nuclear weapons,

Seeking to achieve the discontinuance of all test explosions of nuclear weapons for all time, determined to continue negotiations to this end, and desiring to put an end to the contamination of man's environment by radioactive substances,

Have agreed as follows :

Article I.

1. Each of the Parties to this Treaty undertakes to prohibit, to prevent, and not to carry out any nuclear weapon test explosion, or any other nuclear explosion, at any place under its jurisdiction or control :

(a) in the atmosphere; beyond its limits, including outer space; or underwater, including territorial waters or high seas; or

(b) in any other environment if such explosion causes radioactive debris to be present outside the territorial limits of the State under whose jurisdiction or control such explosion is conducted. It is understood in this connection that the provisions of this subparagraph are without prejudice to the conclusion of a treaty resulting in the permanent banning of all nuclear test explosions, including all such explosions underground, the conclusion of which, as the Parties have stated in the Preamble to this Treaty, they seek to achieve.

2. Each of the Parties to this Treaty undertakes furthermore to refrain from causing, encouraging, or in any way participating in, the carrying out of any nuclear weapon test explosion, or any other nuclear explosion, anywhere which would take place in any of the environments described, or have the effect referred to, pin aragraph 1 of this Article.

Article II.

1. Any Party may propose amendments to this Treaty. The text of any proposed amendment shall be submitted to the Depositary Governments which shall circulate it to all Parties to this Treaty. Thereafter, if requested to do so by one third or more of the Parties, the Depositary Governments shall convene a conference, to which they shall invite all the Parties, to consider such amendment.

2. Any amendment to this Treaty must be approved by a majority of the votes of all the Parties to this Treaty, includung the votes of all of the Original Parties. The amendment shall enter into force for all Parties upon the deposit of instruments of ratification by a majority of all the Parties, including the instruments of ratification of all of the Original Parties.

Article III.

1. This Treaty shall be open to all States for signature. Any State which does not sign this Treaty before its entry into force in accordance with paragraph 3 of this Article may accede to it at any time.

2. This Treaty shall be subject to ratification by signatory States. Instruments of ratification and instruments of accession shall be deposited with the Governments of the Orifinal Parties - the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America - which are hereby designated the Depositary Governments.

3. This Treaty shall enter into force after its ratification by all the Original Parties and the deposit of their instruments of ratification.

4. For States whose instruments of ratification or accession are deposited subsequent to the entry into force of this Treaty, it shall enter into force on the date of the deposit of their instruments of ratification or accession.

5. The Depositary Govrnments shall promptly inform all signatory and aceding States or the date of each signature, the date of deposit of each instrument of ratification of and accession to this Treaty, the date of its entry into force, and the date of receipt of any requests for conferences or other notices.

6. This Treaty shall be registered by the Depositary Governments pursuant to Article 102 of the Charter of the United Nations.

Article IV.

This Treaty shall be of unlimited duration.

Each Party shall in exercising its national sovereign-

ty have the right to withdraw from the Treaty if it decides that extraordinary events, related to the subject matter of this Treaty, have jeopardized the supreme interests of its country. It shall give notice of such withdrawal to all other Parties to the Treaty three months in advance.

Article V

This Treaty, of which the Russian and English texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the Depositary Governments. Duly certified copies of this Treaty shall be transmitted by the Depositary Governments to the Governments of the signatory and acceding States.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized, have signed this Treaty.

DONE in triplicate at the city of Moscow the fifth day of August, one thousand nine hundred and sixty-three.

For the Government of the Union of Soviet Socialist Republics
(s) A. GROMYCO

For the Government of the United States of America
(s) DEAN RUSK

For the Government of the United Kingdom of Creat Britain and Northern Ireland
(s) HOME

ΣΥΝΘΗΚΗ

Περὶ ἀπαγορεύσεως τῶν δοκιμῶν πυρηνικῶν ὅπλων εἰς τὴν ἀτμόσφαιραν, τὸ ἐκτὸς τῆς ἀτμοσφαίρας διάστημα καὶ ὑπὸ τὸ ὕδωρ.

Αἱ Κυβερνήσεις τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανnίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, ἀναφερόμεναι ἐφεξῆς ὡς τὰ «Ἀρχικὰ Μέρη»,

Διακηρύσσουσαι ὡς πρωταρχικὸν αὐτῶν σκοπὸν τὴν ταχυτέραν δυνατὴν ἐπίτευξιν συμφωνίας ἐπὶ ἑνὸς γενικοῦ καὶ πλήρους ἀφοπλισμοῦ ὑπὸ αὐστηρὸν διεθνῆ ἔλεγχον συμφώνως πρὸς τοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἥτις θὰ θέσῃ τέρμα εἰς τὸν ἀνταγωνισμὸν τῶν ἐξοπλισμῶν καὶ θὰ ἀποθαρρύνῃ τὴν παραγωγὴν καὶ δοκιμὴν παντὸς εἴδους ὅπλων περιλαμβανομένων τῶν πυρηνικῶν τοιούτων.

Ἐπιδιώκουσαι τὴν ἐπίτευξιν τῆς διακοπῆς ἐσαεὶ πασῶν τῶν δοκιμαστικῶν ἐκρήξεων πυρηνικῶν ὅπλων, ἀποφασισμέναι νὰ συνεχίσωσι διαπραγματεύσεις ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ καὶ ἐπιθυμοῦσαι νὰ θέσωσι τέρμα εἰς τὴν μόλυνσιν τοῦ περιβάλλοντος τοῦ ἀνθρώπου ὑπὸ ραδιενεργῶν οὐσιῶν,

Συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα:

Ἄρθρον 1.

1. Ἕκαστον τῶν Μερῶν τῆς παρούσης Συνθήκης ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀπαγορεύσῃ, νὰ ἀποτρέψῃ καὶ νὰ μὴ προβῇ εἰς οἱανδήποτε δοκιμαστικὴν ἔκρηξιν πυρηνικοῦ ὅπλου ἢ οἱανδήποτε ἑτέραν πυρηνικὴν ἔκρηξιν εἰς οἱονδήποτε χῶρον ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν ἢ ἔλεγχόν του :

(α) εἰς τὴν ἀτμόσφαιραν· πέραν τῶν ὁρίων αὐτῆς, περιλαμβανομένου τοῦ ἐκτὸς τῆς ἀτμοσφαίρας διαστήματος ἢ ὑπὸ τὸ ὕδωρ, περιλαμβανομένων τῶν χωρικῶν ὑδάτων ἢ τῆς ἀνοικτῆς θαλάσσης, ἢ

(β) εἰς πᾶσαν ἑτέραν περιοχὴν ἐὰν ἡ τοιαύτη ἔκρηξις προκαλῇ ραδιενεργὰ κατάλοιπα ἐκτὸς τῶν ἐδαφικῶν ὁρίων τοῦ κράτους ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν ἢ ἔλεγχον τοῦ ὁποίου διενεργεῖται ἡ τοιαύτη ἔκρηξις. Νοεῖται συναφῶς ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἐδαφίου δὲν παρεμποδίζουν τὴν σύναψιν συνθήκης πρὸς διαρκῆ ἀπαγόρευσιν πασῶν τῶν δοκιμαστικῶν πυρηνικῶν ἐκρήξεων περιλαμβανομένων πασῶν τῶν ὑπογείων τοιούτων, συνθήκης τὴν σύναψιν τῆς ὁποίας, ὡς τὰ Μέρη ἐδήλωσαν εἰς τὸ Προοίμιον τῆς παρούσης, ἐπιδιώκουσιν.

2. Ἕκαστον τῶν Μερῶν τῆς παρούσης Συνθήκης ἀναλαμβάνει περαιτέρω τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴ προκαλέσῃ, ἐνθαρρύνῃ ἢ καθ' οἱονδήποτε τρόπον συμμετάσχῃ εἰς διενεργείας οἱασδήποτε ἐκρήξεως πυρηνικοῦ ὅπλου ἢ ἑτέρας πυρηνικῆς ἐκρήξεως, ὁπουδήποτε ἤθελεν αὐτη λάβῃ χώραν εἰς οἱανδήποτε τῶν περιοχῶν τῶν περιγραφομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ ἥτις θὰ εἶχε τὸ ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερόμενον ἀποτέλεσμα.

Ἄρθρον 2.

1. Πᾶν Μέρος δύναται νὰ προτείνῃ τροποποιήσεις τῆς παρούσης Συνθήκης. Τὸ κείμενον πάσης προτεινομένης τροποποιήσεως θὰ ὑποβάλληται εἰς τὰς Κυβερνήσεις-θεματοφύλακας, αἵτινες θὰ κυκλοφορῶσι τοῦτο εἰς ἅπαντα τὰ Μέρη τῆς παρούσης Συνθήκης. Μετὰ ταῦτα ἐφ' ὅσον ζητεῖται τοῦτο ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τρίτου ἢ περισσοτέρων τῶν Μερῶν, αἱ Κυβερνήσεις-θεματοφύλακες θὰ συγκαλῶσι διάσκεψιν εἰς ἣν θὰ καλῶσιν ἅπαντα τὰ Μέρη πρὸς ἐξέτασιν τῆς τροποποιήσεως.

2. Πᾶσα τροποποίησις τῆς παρούσης Συνθήκης δέον νὰ ἐγκριθῇ ὑπὸ τῆς πλειονοψηφίας πάντων τῶν μερῶν τῆς παρούσης Συνθήκης, περιλαμβανομένων τῶν ψήφων πάντων τῶν Ἀρχικῶν Μερῶν. Ἡ τροποποίησις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δι' ἅπαντα τὰ Μέρη ἅμα τῇ καταθέσει τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῆς πλειονοψηφίας τοῦ συνόλου τῶν Μερῶν, περιλαμβανομένων τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως πάντων τῶν Ἀρχικῶν Μερῶν.

Ἄρθρον 3

1. Ἡ παροῦσα Συνθήκη θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη. Κράτος ὅπερ δὲν ὑπογράφει τὴν παροῦσαν Συνθήκην πρὸ τῆς θέσεως ταύτης ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτὴν ὁποτεδήποτε.

2. Ἡ παροῦσα Συνθήκη ὑπόκειται εἰς κύρωσιν ὑπὸ τῶν ὑπογραφόντων ταύτην Κρατῶν. Ὄργανα ἐπικυρώσεως καὶ ὄργανα προσχωρήσεως θὰ κατατίθενται παρὰ ταῖς Κυβερνήσεσι τῶν Ἀρχικῶν Μερῶν—τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Β. Ἰρλανδίας καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς—αἵτινες διὰ τῆς παρούσης ὁρίζονται ὡς Κυβερνήσεις θεματοφύλακες.

3. Ἡ παροῦσα Συνθήκη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσίν της ὑφ' ἁπάντων τῶν Ἀρχικῶν Μερῶν καὶ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως τούτων.

4. Διὰ τὰ Κράτη, ὧν τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως κατατίθενται μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης, αὕτη θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς καταθέσεως τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτῶν.

5. Αἱ Κυβερνήσεις - θεματοφύλακες θὰ πληροφορῶσι ταχέως ἅπαντα τὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη περὶ τῆς ἡμερομηνίας ἑκάστης ὑπογραφῆς, τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως ἑκάστου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως εἰς τὴν παροῦσαν Συνθήκην, τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ταύτης ἐν ἰσχύϊ καὶ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως οἱασδήποτε αἰτήσεως περὶ συζητήσεως, διασκέψεως ἢ ἄλλων εἰδοποιήσεων.

6. Ἡ παροῦσα Συνθήκη θὰ καταχωρηθῇ ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων - θεματοφυλάκων συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 4.

Ἡ παροῦσα Συνθήκη θὰ εἶναι ἀπεριορίστου διαρκείας.

Ἕκαστον Μέρος, θὰ ἔχῃ, ἐν τῇ ἐνασκήσει τῆς ἐθνικῆς αὐτοῦ κυριαρχίας, τὸ δικαίωμα ἀποχωρήσεως ἐκ τῆς Συνθήκης, ἐὰν ἤθελε κρίνει ὅτι ἔκτακτα γεγονότα ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συνθήκης ἔθετον ἐν κινδύνῳ τὰ ὕψιστα συμφέροντα τῆς Χώρας του. Τὸ Μέρος τοῦτο θὰ εἰδοποιήσῃ σχετικῶς ἅπαντα τὰ λοιπὰ Μέρη τῆς Συνθήκης τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς ἀποχωρήσεώς του.

Ἄρθρον 5.

Ἡ παροῦσα Συνθήκη, τῆς ὁποίας τὸ ρωσικὸν καὶ τὸ ἀγγλικὸν κείμενον εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῶν Κυβερνήσεων - Θεματοφυλάκων. Δεόντως κεκυρωμένα ἀντίγραφα τῆς παρούσης Συνθήκης θὰ διαβιβασθῶσιν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων - Θεματοφυλάκων εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν ὑπογραψάντων ἢ προσχωρησάντων Κρατῶν.

Εἰς πίστιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συνθήκην.

Ἐγένετο εἰς τριπλοῦν ἐν Μόσχᾳ τῇ 5ῃ Αὐγούστου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ ἑξηκοστοῦ τρίτου ἔτους.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν
A. GROMYCO

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς.
DEAN RUSK

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ Β. Ἰρλανδίας
HOME

# Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

## ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1960 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμητῶν φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

### Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Διὰ τὸ τεῦχος Α' | Δραχ. | 400 |
| 2. | » » » Β' | » | 250 |
| 3. | » » » Γ' | » | 200 |
| 4. | » » » Δ' | » | 400 |
| 5. | » » Παράρτημα | » | 200 |
| 6. | » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιριῶν | » | 500 |
| 7. | » » τεῦχος Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ. | » | 300 |
| 8. | » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας | » | 200 |
| 9. | Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία | » | 2.000 |

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Διὰ τὸ τεῦχος Α' | Δραχ | 20.— |
| 2. | » » » Β' | » | 12,50 |
| 3. | » » » Γ' | » | 10.— |
| 4. | » » » Δ' | » | 20.— |
| 5. | » » Παράρτημα | » | 10.— |
| 6. | » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 25.— |
| 7. | » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.» | » | 15.— |
| 8. | » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας | » | 10.— |
| 9. | » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη | » | 100.— |

### Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

### Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

**Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:**

**Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Τῶν δικαστικῶν πράξεων | Δραχ. | 200 |
| 2. | Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 5.000 |
| 3. | Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 1.000 |
| 4. | Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων | » | 500 |
| 5. | Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20)5)1939 | » | 100 |
| 6. | Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 2.000 |
| 7. | Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν | » | 500 |
| 8. | Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν | » | 300 |
| 9. | Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων | » | 2.000 |
| 10. | Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν | Δραχ. | 1.000 |
| 11. | Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 5.000 |

**Β' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Τῶν Καταστατικῶν | Δραχ. | 500 |
| 2. | Τῶν Τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν | » | 200 |
| 3. | Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων | » | 100 |
| 4. | Τῶν Ἰσολογισμῶν | » | 500 |
| 5. | Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων | » | 500 |

**ΙΙ Εἰς τὸ Παράρτημα**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων | » | 200 |
| 2. | Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων | » | 500 |

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο/ο

### Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ